



Bande de Gaza

Une dignité assiégée

Des voix s'élèvent
par-delà le blocus

Un dossier de la CIDSE

Index



■ Introduction	3
■ Miriam Zaqout – Une population de réfugiés	4
■ Jaber Weshah – Les droits de l’homme violés	6
■ Hamada al-Bayari – Bouclages et blocus	8
■ Omar Shaban – L’effondrement économique	10
■ Dr Abdel Hadi Abu Khusa – La santé en péril	12
■ Ahmed Sourani – L’agriculture et la zone tampon	14
■ Mohammed, Ahmed, Murad, Baha, Rafat, Ali – Grandir à Gaza	16
■ Context: L’occupation – La Seconde Intifada, le ‘désengagement’ et la lutte pour le pouvoir	18
■ Context: Le blocus et la guerre – Le Hamas	19
■ Eyad el-Sarraj – L’impact psychologique de la guerre	20
■ Asmaa al-Ghoul – Les femmes à Gaza	22
■ Constantine Dabbagh – La communauté chrétienne à Gaza	24
■ Sari Bashi – Le droit international humanitaire	26
■ John Ging – Responsabilité pour les crimes de guerre	28
■ Gideon Levy – ‘Aucun partenaire pour la paix’?	30
■ Glossaire	32
■ Carte & Chronologie	34
■ Notes finales	35

Tous les entretiens, à l’exception de celui de Sari Bashi, ont été réalisés et rédigés par Arthur Neslen, l’auteur de *Occupied Minds: A Journey Through the Israeli Psyche* (Pluto Press, 2006).

Les photos ont été réalisées par Arthur Neslen, sauf sur les pages 5, 13, 19, 25, 29 en 32

La mise en pages est faite par Yel Photo & Design (www.yelphoto.be)

Les avis et opinions exprimées dans les entretiens ne présentent et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la CIDSE ou de ses membres.

Introduction

Les bonnes nouvelles en provenance de Gaza sont rares. Les médias pointent une pauvreté extrême, des conflits violents et une radicalisation croissante. En tant qu'organisations de développement coopérant avec des partenaires locaux sur le terrain, nous avons le privilège de connaître une autre facette de Gaza, pour beaucoup, cachée. En dépit de son isolement progressif du monde extérieur depuis près de deux décennies, Gaza est un lieu étonnamment accueillant et dynamique. La plupart des habitants de Gaza refusent de céder au désespoir et luttent de toutes leurs forces pour préserver leur dignité dans des circonstances de plus en plus difficiles.

Par ce recueil de voix palestiniennes de Gaza — ainsi que de quelques voix israéliennes et internationales — nous voulons présenter la diversité de la société de la Bande de Gaza. En permettant à nos partenaires et aux gens ordinaires de s'exprimer sur leurs expériences, leurs peurs et leurs espoirs, nous espérons modifier la plupart des stéréotypes négatifs et des idées fausses. La crise actuelle que subit Gaza est tout d'abord une crise de dignité. Des gens ordinaires voient leurs droits fondamentaux, tels que l'accès à la nourriture, à la santé, à l'éducation, au travail, et leur liberté de mouvement, violés au quotidien. Leur lutte pour mettre fin à l'occupation est un combat pour le respect de leurs droits fondamentaux, à commencer par leur droit à la vie.

Le processus de paix israélo-palestinien, initié dans les années '90, n'a pas répondu aux espoirs de la population dans un avenir meilleur. Israël a prolongé son occupation et a appliqué des politiques draconiennes en matière de bouclage de la Bande de Gaza.

Après la prise de pouvoir du Hamas à Gaza et l'augmentation des attaques de roquettes sur Israël, ces politiques ont atteint leur paroxysme. En septembre 2007, la Bande de Gaza a été déclarée 'entité hostile', et Israël a imposé un blocus sans précédent qui a amené celle-ci au bord du gouffre. La population locale est plus pauvre que jamais et n'est plus capable de générer ses propres revenus. Sara Roy, chercheur à Harvard, a utilisé le terme de 'développement' pour décrire cette évolution négative.

L'occupation qui perdure, le blocus, les troubles internes et la fragmentation croissante de la société palestinienne augmentent les difficultés rencontrées par nos partenaires dans la réalisation de leurs objectifs. Alors qu'elle devrait se concentrer sur les questions de développement, la société civile de la Bande de Gaza doit faire face à une crise humanitaire majeure ainsi qu'à la désintégration de son tissu social. Toutefois, nos partenaires palestiniens poursuivent leur travail dans les domaines de l'agriculture, de la culture, de l'éducation, de la santé, des droits de l'homme, de la jeunesse, etc. En dépit des circonstances, ils luttent pour que les gens puissent accéder à des services de base, ils militent pour une société pluraliste et ouverte, et pour une autorité élue démocratiquement, respectant les droits de l'homme et l'État de droit. L'un des principaux défis actuels réside dans la préservation de l'unité entre les Palestiniens et la promotion de la réconciliation.

Depuis maintenant plus de deux ans, les Palestiniens de Gaza sont hermétiquement coupés du monde extérieur. Cette ségrégation, non seulement affecte leur quotidien, mais réduit également la possibilité d'un avenir commun entre Palestiniens et Israéliens.

Les deux côtés de la frontière attestent de plus en plus d'une isolation psychologique menant à la radicalisation, une tendance qui menace de saper les liens qui ont un jour existé entre ces deux sociétés. Heureusement, comme le démontrent certains des entretiens de ce recueil, la connaissance de la société israélienne est encore présente dans les points de vue des Gazaouis. Les habitants de Gaza souhaitent simplement vivre en paix — dans leur société et avec leurs voisins.

Malgré la dernière guerre, qui a provoqué une souffrance sans précédent, le message de nos partenaires reste un message d'espoir et de non violence. Ils pressent la communauté internationale de s'opposer à la destruction humaine, sociale et économique de Gaza et de veiller à ce que les responsabilités pour les violations du droit international soient assumées. L'aide financière n'est qu'un aspect nécessaire de la reconstruction et du développement futur de Gaza. Mais, plus urgent encore est l'ouverture immédiate des frontières et des points de passage, une sécurité garantie pour toutes les parties et une paix durable et juste. Les habitants de Gaza méritent l'entière protection que le droit international garantit et le respect total de leur dignité. ♦



Bernd Nilles
Secrétaire general de la CIDSE

Miriam Zaqout



Miriam est directrice et co-fondatrice de l'association Culture et Pensée Libre (CPL). L'association gère plusieurs centres multidisciplinaires de Khan Younis qui offrent aux réfugiés un accès à des bibliothèques, au théâtre, à la technologie, à la musique et aux arts. Le CPL a été, par le passé, la cible d'attaques extrémistes, mais Miriam et ses collègues ont poursuivi leur travail.

"Je suis une réfugiée d'un village sur les ruines duquel Israël a fondé la ville de Ashdod. Le village n'existe plus. Il n'y a plus que les ruines d'un café. Tout le reste a été détruit en 1948. Nous avons toujours l'acte de propriété et les clés de notre ancienne maison. Les parents les ont transmis à leurs enfants de génération en génération. Je viens d'une famille de fermiers. Mon grand-père me racontait des histoires sur leurs vaches, leurs moutons et leurs chèvres. Ils cuisaient tous les jours du pain frais délicieux pour leur repas. Leur vie était harmonieuse.

Mais quand les milices juives ont commencé à tuer des gens, les villageois ont pris peur et se sont enfuis. Leur terreur était telle que certains en ont même oublié leurs enfants. La famille de mon père venait de la ville de Rafah, à la frontière égyptienne. Il a travaillé pour l'UNRWA et, lorsque j'étais enfant, il m'emmenait voir des films et des pièces qu'ils passaient pour les réfugiés. J'adorais les clowns.

J'avais 10 ans quand la guerre a éclaté en 1967. Les Israéliens ont bombardé quelques camps de réfugiés, et la maison de mon oncle a été détruite. Il a perdu un bras, et sa femme et ses deux fils ont été tués. Ma mère a été sévèrement traumatisée; c'était son unique frère. J'ai donc décidé de marcher de Rafah à Khan Younis avec d'autres familles qui voulaient s'enquérir de leurs proches. Nous avons marché pendant six ou sept heures. Parfois, comme les Israéliens tiraient toujours, nous devons nous cacher sur le bas-côté de la route.

Arrivés à Khan Younis, nous avons vu 18 morts — des enfants pour la plupart — dans les décombres d'une maison bombardée par les Israéliens. Quelques jeunes ont vu de la terre bouger et se sont précipités pour creuser. Ils ont découvert une petite fille d'un an qu'ils ont emmenée à l'hôpital. Cette expérience m'a transformée.

Après avoir envahi Gaza, les Israéliens ont décrété que les gens devaient apporter toutes leurs armes au bureau de police, sous peine de mort. J'avais tellement peur pour mon père que j'ai emballé sa mitraillette dans de vieux vêtements et l'ai emmenée au poste militaire. À l'époque, les soldats patrouillant autour du camp donnaient régulièrement des fleurs et des chocolats aux enfants. Je ne comprenais pas comment ils pouvaient faire ça alors qu'ils avaient pris notre terre et jeté tellement de personnes en prison.

En 1972, j'ai co-organisé à l'école une manifestation pour soutenir les prisonniers. Les soldats sont venus nous battre. Nous n'avions même pas de pierres. Nous n'étions que des filles de 15 ans exprimant leur colère contre l'occupation. Certaines filles à l'école aimaient parler de mariage et de leur vie sociale. Moi, je racontais toujours des histoires sur l'occupation et les prisonniers. J'étais traumatisée — mais les traumatismes ne sont pas toujours négatifs. Parfois, ils vous mettent au défi et vous rendent plus fort.

Activisme féminin

Durant la Première Intifada, j'ai été l'une des cinq femmes fondatrices de l'Association des Femmes. Cette association rassemblait tous les partis laïques pour soutenir la révolte populaire. Mon travail et mes pensées se concentraient uniquement sur comment pousser les femmes dans les rues. On a conscientisé les gens et manifesté pacifiquement, souvent par solidarité avec les prisonniers. Mais les Israéliens ont parfois ouvert le feu lors de nos manifestations et tué certaines personnes. En 1991, j'ai co-fondé l'association Culture et Pensée Libre, une organisation visant à aider les enfants traumatisés à s'exprimer à travers le théâtre et les arts.



À nouveau sans abri – un campement de tente au Nord de Gaza après la guerre de 2008-2009

Nous avons alors plus d'espoir, exprimé par les enfants dans leurs dessins. Les femmes jouaient également un rôle plus important, en raison de ce que l'occupation faisait vivre à leurs enfants, maris et frères. Elles pensaient pouvoir changer la situation – et croyaient en l'intervention de la communauté internationale. Mais l'Intifada n'a pas atteint ses objectifs.

Lors de la Seconde Intifada, l'occupant a utilisé la force militaire pour envahir nos camps et nos villes; les Palestiniens se sont également militarisés, et cela a affecté les femmes. Leur situation s'est détériorée et elles sont retournées protéger leur famille et leurs enfants. Comme aucune loi internationale ne les protégeait, les hommes ont recherché les leurs. J'ai passé de plus en plus de temps à réfléchir à mon propre développement, à faire connaître notre cause à la communauté internationale.

Assistance aux femmes et aux enfants

En tant que travailleurs sociaux, nous essayons de faire comprendre aux enfants des concepts tels que la démocratie; la violence ne nous apportera pas la paix. Mais les enfants ayant soufferts d'une terrible violence durant l'occupation, certains sont eux-mêmes devenus violents.

Nous travaillons également avec les femmes: nous leur offrons une aide psychosociale et juridique, des conseils, et une aide au travail. De nombreuses femmes à Gaza n'ont jamais quitté leur foyer, et beaucoup s'en sentent incapables. Mais grâce à des

micro-projets tels que nos programmes de crédit et de prêt, elles peuvent obtenir de l'argent pour soutenir leur famille. C'est un aspect essentiel ici, car la situation économique peut facilement alimenter le désespoir.

Les femmes souffrent plus que les hommes de problèmes psychologiques tels que la dépression et la solitude. Les femmes pleurent constamment. Je suis parfois aussi déprimée, mais, au moins, j'ai un travail et je peux participer à la reconstruction. Beaucoup de femmes à Gaza ne quittent pas leur maison. Elles n'ont pas d'argent, alors comment peuvent-elles cuisiner ? En outre, leurs maris sont de plus en plus violents. Ces femmes de Gaza sont donc continuellement en souffrance.

Nous essayons d'impliquer leurs maris; nous les aidons à organiser leur vie familiale, à évoquer leurs problèmes de santé et à comprendre l'importance de faire moins d'enfants. Cependant, le principal problème auquel femmes et hommes sont aujourd'hui confrontés est le blocus. La communauté internationale n'entend pas la voix des femmes palestiniennes – et elles ne parviennent pas à se faire entendre. Les filles ne peuvent pas étudier en dehors de Gaza et les femmes malades ne peuvent pas partir se faire soigner. De nombreuses femmes sont mortes en attendant l'autorisation de quitter Gaza. Je n'ai pas vu ma propre fille, qui est en Cisjordanie, pendant cinq ans.

Ce qui me donne de l'espoir, c'est la certitude qu'aucun peuple ne souffre éternellement. Nombreux sont les peuples qui ont gagné leur liberté et leur indépendance à travers le monde. Les femmes jouaient un rôle plus important dans la société palestinienne durant la Première Intifada qu'aujourd'hui, et les enfants exprimaient leur espoir d'un avenir meilleur dans leurs dessins. Depuis, la situation s'est dégradée, mais j'enseigne toujours des valeurs de paix et de démocratie aux enfants. C'est cela qui continue à me donner de l'inspiration aujourd'hui." ■

Une population de réfugiés

Plus de 75% des habitants de Gaza sont des réfugiés qui ont fui, en 1948, de zones qui sont à présent Israël. Certains ont eu peur d'être tués par les milices juives. D'autres ont simplement cherché refuge jusqu'à la fin des combats. Au total, au moins de 726 000 personnes ont pris la fuite. Malheureusement, après la guerre, l'état israélien a saisi leurs terres et propriétés. Nombre d'entre elles ont été rasées pour faire place à de nouvelles villes israéliennes.¹

Entre-temps, les camps précaires dans lesquels les réfugiés étaient forcés de vivre à Gaza voyaient leur toile goudronnée remplacée par du béton, signe qu'ils étaient amenés à durer. Aujourd'hui, on compte huit camps de réfugiés à Gaza: Beach, Bureij, Deir el-Bala, Jabalia, Khan Younis, Maghazi, Nuserat et Rafah. Conjointement, ils représentent près d'un quart de l'ensemble des réfugiés reconnus par l'UNRWA dans le monde. Ce sont dans ces camps que de nombreux grands chefs palestiniens ont vu le jour.

Le 'droit au retour' des réfugiés palestiniens a été reconnu par les Nations Unies en décembre 1948 lorsque l'Assemblée générale a adopté la résolution 194. Cette dernière déclare les réfugiés autorisés à retourner dans leurs foyers 'à une date aussi rapprochée que possible'. Pourtant, la population des réfugiés et leurs descendants est aujourd'hui estimée à quelques 7 millions de personnes. Les gouvernements israéliens successifs se sont opposés à leur retour.² ◆

Jaber Weshah



“Depuis 1995, nous travaillons à la question de l’occupation comme si l’Autorité palestinienne n’existait pas et nous travaillons à la question de l’Autorité palestinienne comme si l’occupation n’existait pas.”

Les droits de l’homme sont tels une fleur dans les champs désertiques de Gaza: délicats, facilement piétinés et soumis au climat politique. Le Centre palestinien pour les Droits de l’homme (PCHR, selon l’acronyme anglais) est l’un des quelques groupes à se battre pour l’application des droits universels dans la Bande de Gaza, que le transgresseur soit israélien ou palestinien. Jaber Weshah est le directeur adjoint du PCHR. Son parcours personnel est aussi accidenté que le paysage gazaoui.

“Je vis dans le camp de réfugiés de Bureij, mais ma famille est originaire d’un village appelé Beit Afar — la ‘Maison de la sincérité’ en français — près de Ashkelon (une ville au sud d’Israël). Je suis physicien de formation, mais j’ai choisi de travailler pour le Centre palestinien des droits de l’homme. J’ai passé exactement 5 261 jours dans une prison israélienne. J’ai été libéré le 9 septembre 1999. C’est mon chiffre porte-bonheur. J’ai été condamné à perpétuité pour avoir résisté à l’occupation israélienne, mais j’ai été libéré 14 ans et demi plus tard.

Faisons un retour dans le temps à une journée d’été en 1974. Mes frères, mes sœurs et moi-même insistions pour que mon père nous emmène voir Beit Afar. Il se montrait réticent à l’idée, mais nous l’avons fait céder. Il nous racontait souvent des histoires sur la géographie de l’endroit — parfois nostalgiques, parfois plus tristes — et nous voulions le découvrir. Mon père a fléchi sous la pression, et nous nous sommes entassés dans deux voitures. En approchant de la vallée du prophète Saleh, mon père était désorienté. Rien n’était plus comme avant: il n’y avait plus de mosquée, plus de maison. Plus rien ne confirmait ses histoires. C’était comme si nous n’étions pas au bon endroit. C’était très difficile pour lui.

Après un petit instant, il a sauté de la voiture et crié: ‘Bon, cherchez le puit romain!’ Tous les enfants ont fouillé les buissons jusqu’à ce

que l’un de nous le trouve. Mon père a accouru, regardé le soleil, s’est orienté, puis a compté ses pas jusqu’à un arbre. Il l’a attrapé, s’est effondré et évanoui en disant: ‘Notre maison était là’. Il est resté inconscient un moment. C’est à ce moment que j’ai décidé de rejoindre le Front populaire de la libération de la Palestine, le groupe le plus extrémiste de l’époque.

Mon vécu comme prisonnier

La question à un million est bien évidemment pourquoi j’ai quitté la résistance militaire pour les droits de l’homme. En 1993, j’ai été transféré de la prison de Rafah à une unité de détention d’isolement dans la prison de Be’ersheva, pour avoir fait une grève de la faim pendant 20 jours. Je partageais ma cellule avec Samir Quntar, et nous avons obtenu satisfaction pour la majorité de nos demandes, telles que des visites prolongées de nos familles. Après une grève de la faim, vous ne pouvez boire que de l’eau et manger des grains de sel jusqu’à ce que vous soyez prêts à manger des aliments liquides. Mais les soldats ne m’ont donné que des repas solides, et j’ai attrapé des hémorroïdes.

Après trois jours, ils m’ont autorisé à voir un docteur. Je l’ai rencontré avec des menottes et des chaînes aux pieds. Il m’a demandé d’enlever mon pantalon. Je lui ai demandé: ‘Comment le pourrais-je? Je suis menotté dans le dos.’ Il m’a répondu: ‘Ce n’est pas mon problème: enlève ton pantalon.’ Mais je ne pouvais pas le faire moi-même. Une infirmière originaire de France ou de Pologne lui a demandé: ‘S’il vous plaît, laissez moi le détacher pour qu’il puisse enlever son pantalon.’ Mais le docteur lui a répondu: ‘Non. C’est un dangereux terroriste. On ne peut pas le détacher.’ Alors, l’infirmière a crié: ‘J’en assumerai l’entière responsabilité, et je le mettrai même par écrit, si vous le voulez! Vous avez raison! C’était un terroriste, mais c’est aujourd’hui un prisonnier et, par dessus tout, c’est un être humain.’ Ils m’ont ramené dans ma cellule, toujours menotté. Mais quand j’ai entendu les paroles de l’infirmière, j’ai décidé de dévouer ma vie à la défense des droits de l’homme.

Le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme

Le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme a été fondé en 1987, mais n'a pris sa forme actuelle qu'en 1995. Lorsque l'Autorité palestinienne a été créée, mes collègues ont conclu que les Accords d'Oslo ne s'appuyaient pas suffisamment sur les droits de l'homme. L'occupation israélienne se poursuivait. Une perspective basée sur le droit international humanitaire devait donc voir le jour avec les Conventions de Genève, qui visent à protéger les personnes en temps de guerre.

Un nouvel ordre du jour a dû aussi être étudié. En effet, après la signature des Accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne a commencé à violer les droits de l'homme en termes de liberté d'expression et de rassemblement et d'état de droit. La peine de mort est également devenue un problème majeur. Après un débat en interne, le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme a pris forme en 1995. Depuis, nous travaillons à la question de l'occupation comme si l'Autorité palestinienne n'existait pas et nous travaillons à la question de l'Autorité palestinienne comme si l'occupation n'existait pas.

Des policiers du Hamas de faction dans la ville de Gaza



Aujourd'hui, le Hamas perpétue les abus administratifs et de pouvoir qui existaient avant, sous le Fatah. Ils ont l'impression d'avoir été persécutés – et ils deviennent à leur tour des persécuteurs. Mais, avec une démocratie, vous ne pouvez pas être sélectifs: nous avons eu des élections en 2006, mais au lieu d'accepter le processus démocratique, la communauté internationale nous a dit que nous n'étions pas suffisamment adultes pour choisir nous-mêmes nos représentants.

Ils ont dressé des obstacles à un gouvernement d'union en remettant en question son financement et ont imposé le siège. Ce fut la pire punition collective. Mais cela n'a pas empêché le Hamas d'avoir de l'argent, des armes, des partisans ou des auteurs d'attentats suicides potentiels. Toute la société a été visée et cela a envoyé le message que des moyens non violents ne servaient à rien. Cela a également suscité une profonde amertume envers la communauté internationale.

L'aspect le plus dangereux actuellement est que les gens vivent dans une totale ambiguïté. L'incertitude peut s'avérer beaucoup plus dangereuse que le danger en lui-même. ■

Les droits de l'homme violés

La déclaration internationale des droits de l'homme interdit les actes tels que la torture, l'exécution ou l'arrestation arbitraire. Elle garantit des droits tels que la liberté de mouvement, d'expression et l'accès aux soins de santé. Elle énonce également le droit à l'autodétermination des peuples. À Gaza, cette déclaration est à peine plus qu'un concept.

Selon B'tselem, entre le début de la Seconde Intifada jusqu'à la guerre de 2008-2009, les soldats israéliens ont tué plus de 2 187 civils palestiniens n'ayant pas pris part aux hostilités. On ignore pour quelques 900 autres Palestiniens s'ils participaient ou non aux hostilités.³ Néanmoins, les tribunaux israéliens n'ont condamné – avec des sentences généralement douces – qu'une poignée de soldats pour ces crimes. Selon l'organisation Human Rights Watch, l'échec du gouvernement israélien à enquêter sur les causes de décès des civils innocents a créé une atmosphère qui laisse croire aux soldats qu'ils peuvent littéralement s'en tirer pour meurtre.⁴

Les Gazaouis ont également souffert de violations des droits de l'homme de la part des gouvernements du Fatah et du Hamas. Des groupes de protection des droits de l'homme affirment que le Hamas a exécuté sans jugement 33 personnes à Gaza au premier semestre de l'année 2009 et a pratiqué des actes de torture et des mauvais traitements à l'égard des détenus. L'Autorité palestinienne à Ramallah est également accusée d'avoir effectué plus de 500 arrestations politiques sur la même période et d'une augmentation nette des pratiques de torture lors des gardes à vue.⁵ ◆

Hamada al-Bayari



"Les choses pourraient changer rapidement.
Tout pourrait se résoudre.
Tout est possible avec de la volonté."

Le Bureau de Coordination pour les Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) à Gaza est chargé de faciliter l'aide humanitaire. Pourtant, il se trouve de plus en plus impliqué dans le jeu politique. Israël ne permettra pas à une aide suffisante de parvenir dans le territoire – et même si elle l'autorisait, le blocus ne fait que souligner la dépendance des Palestiniens à cette aide. Le mandat de l'OCHA le pousse à 'défendre les droits des personnes dans le besoin'. Hamada al-Bayari est l'un des fonctionnaires de l'organisation.

"Vous voyez ces lampes de canonniers israéliennes? Elles sont très proches – à moins de 3 kilomètres. Vous voyez ce tir traçant rouge? Ils tirent des avertissements aux bateaux de pêche. Et vous entendez ça? C'est une fusillade. Des canonniers israéliennes tirent sur des pêcheurs qui approchent la limite des 3 miles nautiques imposée. La semaine dernière, neuf sardinières ont été fusillées. Et voilà l'origine de tout... Le blocus israélien.

La mer est une source de richesses importante et une industrie essentielle, mais nous la perdons progressivement. C'est la saison des sardines. Auparavant, les gens comptaient sur ces pêches, parce que les sardines sont nombreuses et bon marché. Mais peu de bateaux prennent la mer et les sardines sont devenues inabordable. Avant, un kilo ne coûtait que 5 à 10 shekels. Il en coûte 40 aujourd'hui. Seuls les riches peuvent se permettre d'acheter du poisson à Gaza. Je ne comprends pas comment la sécurité israélienne justifie son interdiction d'une bonne source de protéines à 1,5 millions de Palestiniens – ni en quoi interdire l'accès à la mer protège les civils israéliens.

Les mécanismes de résilience à Gaza s'épuisent, mais la créativité constante des gens à développer de nouveaux mécanismes pour s'adapter à la situation est incroyable. 80% des Gazaouis reçoivent de l'aide alimentaire, mais tous restent aussi dignes que possible. Et malgré les longues files d'attente pour les rations devant les

centres de distribution de l'UNRWA, les gens se partagent les choses, car c'est une nécessité. Gaza repose sur cette structure sociale basée sur la famille, qui résiste malgré les désaccords politiques. Sans cette structure, nous serions tous mendiants ou nous aurions capitulé.

L'occupation et le blocus

À l'OCHA, nous essayons, à travers une distribution stratégique, de nous assurer que les aides contribuent à la reconstruction de l'état ou de la vie. L'aide est essentielle, mais à elle seule insuffisante. Le cœur du problème réside dans l'occupation et le blocus. Au lieu de donner un peu de nourriture et d'argent aux pêcheurs, pourquoi ne pas les laisser pêcher dans la zone de 20 miles nautiques qui nous est accordée dans les Accords d'Oslo, plutôt que dans la zone restreinte imposée par Israël?

Mais il ne s'agit pas uniquement de la mer. Depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, Israël contrôle totalement les points de passage frontaliers. Les pêcheurs gazaouis n'ont plus assez de moteurs, d'essence ou d'argent pour maintenir leurs activités. Les fermiers manquent de l'essentiel. Israël décide de ce qui peut entrer et quitter Gaza, en quelle quantité et pour quelle destination. Israël a décidé que nous ne devons plus manger de viande rouge, donc depuis 6 mois, les animaux d'élevage sont interdits dans nos frontières.

Tant que cette situation persiste, la vie à Gaza ne changera pas. En tant qu'humanitaires, nous nous battons depuis deux ans avec Israël pour obtenir des matériaux de construction pour reloger des familles ayant perdu leurs maisons lors d'opérations précédant la dernière guerre (2008-2009). Les Nations Unies payent des milliers d'indemnités de logement, parce que nous n'arrivons pas à terminer deux importants projets de logements. Les Israéliens adorent le mot 'humanitaire' associé à Gaza, mais cette crise n'est pas une crise de famine. Gaza est vivante.

Les choses pourraient changer rapidement. Tout pourrait se résoudre. Tout est possible si la volonté est là. Les fermes, les usines et les industries pourraient toutes être relancées. Durant la Première Intifada, près de 120 000 ouvriers palestiniens allaient tous les jours travailler en Israël. Ce chiffre est aujourd'hui nul. Nos revenus se sont évaporés, mais les denrées sont devenues plus précieuses car nous avons dû compter sur les tunnels (de Rafah jusqu'en Égypte par lesquels de la nourriture, des biens et des médicaments passent en contrebande).

Une crise de la dignité

La violence dans notre société n'est pas une question de croyance religieuse ou d'expérience infantile. La violence est l'expression de l'humiliation vécue en raison de l'occupation. Mais le désaccord entre le Fatah et le Hamas offre une excuse au monde entier. 'Comment avoir une solution à deux états alors que les Palestiniens sont eux-mêmes si divisés?' Si le Hamas agit à Gaza, le Fatah réagit à Ramallah, et inversement. Cela amplifie la crise de respect.

Pour moi, il n'y a pas plus grand crime que l'occupation. Les violations du droit international humanitaire, avec les problèmes touchant à l'accès à l'aide et à la reconstruction, la protection des civils, l'emploi et la pauvreté, sont innombrables. Mais parmi tou-

tes ces violations, le blocus est la pire. Il étouffe Gaza et ronge nos vies de futilités. Je travaille huit heures par jour au bureau — et huit heures chez moi: à monter de l'eau, à faire la queue pour du pain, à faire la queue pour du pétrole. Nous nous battons réellement pour continuer à vivre nos vies, sans avoir recours à la violence.

C'est la raison pour laquelle il est si important que des diplomates et politiciens se rendent à Gaza. Ils essaient de comprendre, mais ils échouent, parce qu'ils sont refoulés. La majorité des diplomates que j'ai rencontrés ont été choqués ou incrédules devant l'ampleur de la destruction. Ils essaient de rendre compte de la situation au niveau politique, mais ils n'y sont pas encore arrivés. Les gens sont toujours sous l'influence du rouleau compresseur de la propagande.

Je ne crois pas en la violence, mais Israël remue ciel et terre quand quelqu'un est blessé dans une attaque de roquette. Peut-être, l'un des pêcheurs qu'on a vu être pris pour cible des tirs a été blessé. Personne n'en parlera. En arabe, on dit: 'Si tu ne peux contenir ta voix, elle ne sera pas entendue.' Est-ce du racisme que la voix palestinienne ne soit pas entendue internationalement? Oui. Mais en un mot, je dirais que cette crise porte sur autre chose: la Dignité." ■

Des barques de pêcheur au port de Gaza



Bouclages et blocus

La Bande de Gaza subit des bouclages depuis que son occupation, en 1967, avec des conséquences sur la liberté de circulation de la population. Mais, en 1989, après le début de la Première Intifada, Israël a commencé à appliquer des blocages stricts et de plus en plus réguliers, n'autorisant l'accès qu'à l'aide humanitaire et aux transactions commerciales. Cette politique punitive de bouclage ou blocus total — aujourd'hui devenue la norme — a été imposée pour la première fois en 1996 et justifié par Israël pour des 'raisons de sécurité nationale'.⁶

En juin 2007, suite à la prise de pouvoir par le Hamas dans la Bande de Gaza, Israël a imposé un blocage sans précédent et d'une durée indéterminée. En conséquence, des quelques 4 000 articles qui pouvaient pénétrer dans Gaza avant le début du blocus, seuls environ 40 sont aujourd'hui autorisés.⁷

Le blocus a provoqué de nombreuses pénuries des produits de première nécessité, tels que la nourriture, les médicaments, le pétrole — transformant les coupures de courant en une réalité quotidienne. Les résidents de Gaza se voient également interdire d'importer des articles tels que des pièces de rechange, des jouets, des fauteuils roulants, des livres, des crayons, des articles de bureau, des ballons de foot et des instruments de musique. L'interdiction de faire entrer des matériaux de construction, tels le ciment, empêche la reconstruction des milliers de maisons détruites ou sérieusement endommagées durant la guerre d'Israël de 2008-2009.⁸ ◆

Site internet de l'OCHA: www.ochaopt.org

Omar Shaban



“On devrait arrêter de parler de l'économie de Gaza. Elle est inexistante. La zone est totalement fermée.”

Omar Shaban a une expertise de la dévastation infligée à l'économie de Gaza. En tant que fondateur d'un important groupe de réflexion, Palthink – Omar a consigné, analysé et tenté de contrer les fléaux de la pauvreté, du bouclage et du dé-développement.

“On devrait arrêter de parler de l'économie de Gaza. Elle est inexistante. La zone est totalement fermée. Il n'y a aucune activité économique et nous dépendons entièrement des aides. 95% du secteur privé est inactif et quelques 100 000 emplois ont disparu. La production est nulle. Les frontières sont fermées. Rien n'est importé ni exporté. Personne ne peut voyager. Les hommes d'affaires ne peuvent pas entrer. Peut-on parler d'économie ?

Nous exportons tellement d'articles – des vêtements, des pièces de rechange, des matières plastiques, des meubles en bois – mais les seules exportations autorisées ces deux dernières années ont été les fleurs et les fraises, et en très petites quantités. Les matières premières ne sont pas disponibles. Le secteur de la construction est mort. Il n'y a aucune maintenance des infrastructures, car il n'y a plus de pièces détachées. La pauvreté a atteint des sommets vertigineux. Le chômage est passé à 75%. Les gens ont été forcés d'arrêter toute production. Ils ne produisent plus rien, et cette image déprimante nous affectera certainement tous pendant au moins 10 à 15 ans.

Gaza dispose de peu de ressources nationales. Nous dépendons donc du commerce. Avant, nous produisions des services – de la main-d'œuvre – et des produits tels que des textiles et des meubles. La liberté de circulation est donc essentielle à notre prospérité. La situation changerait rapidement si les frontières étaient rouvertes demain. Mais elles devraient le rester quelques temps, et non pas une semaine ici et là, pour que Gaza puisse commencer à se ressourcer et se réactiver.

L'évolution des relations avec Israël

Nous avons développé de bonnes relations avec les commerçants israéliens au cours des 40 dernières années. En raison de l'occupation, le marché de Gaza est similaire au marché israélien. Nous savons exactement ce dont ils ont besoin. Notre mentalité commerçante et les goûts des consommateurs se sont familiarisés avec les produits israéliens. Nous pouvons vendre des produits agricoles de luxe tels que les tomates cerises et les fraises, ou encore les meubles de bambou. Nous avons produit tellement de petites choses; nous pourrions recommencer. Ouvrir les frontières nous permettrait d'acquérir les matières premières pour reconstruire Gaza, raviver son activité et rétablir le cycle économique. Ce cycle des matières premières-usines-personnes est nécessaire au fonctionnement de toute économie.

Les Palestiniens, en général, sont intelligents, travaillent dur et ont l'esprit d'entreprise. Des milliers d'entre nous ont profité de leur emploi en Israël après 1967 pour développer des compétences. J'étais l'un des ouvriers qui se trouvaient là-bas. J'y ai découvert leurs voitures, leurs maisons, leur nourriture et leur société. Ils avaient tellement de choses qu'on ignorait, comme les télécommandes et les ordinateurs – parce qu'Israël était le seul pays du monde à nous fournir des produits. Nous avons transféré leurs technologies dans notre société. La moitié des ouvriers palestiniens en Israël travaillaient dans la construction – nous n'avions pas d'autre option – et nous sommes devenus compétents pour mettre en oeuvre leurs dernières techniques de construction. Selon moi, Israël sait très bien qu'avec suffisamment de ciment, nous pourrions reconstruire Gaza en six mois.

Nous avons environ 35 000 employés dans le secteur de la couture et du textile, qui exportait en Israël. Nos textiles, moins chers et de meilleure qualité, envahissaient leur marché. Les hommes d'affaires palestiniens préfèrent traiter avec les Israéliens qu'avec les Égyptiens, car ils sont plus expérimentés. Notre système bancaire est fortement lié au système israélien, car l'Accord d'Oslo nous a empêché de créer notre propre devise. Nous devons donc utiliser le shekel israélien.



Les tunnels de Rafah – un moyen vital, mais dangereux et non durable pour Gaza.

Une subordination économique

On ne peut pas comparer l'économie de Gaza à celle d'Israël. Il n'y a pas de 'concurrence'. Le produit intérieur brut (PIB) de toute la Bande de Gaza est d'à peine 1 milliard de dollars US – comparé à quelques 120 milliards en Israël. Le revenu israélien par habitant est de 25 000 dollars US, pour moins de 700 dollars ici. La différence est donc de 30 pour 1. Israël produit des logiciels, armes et médicaments parmi les plus sophistiqués au monde. Mais le pays a réservé intentionnellement des secteurs de son économie dédiés à Gaza, tel un homme riche, qui engagerait un domestique, au prétexte que son temps est plus 'précieux'.

Israël nous considère comme une arrière-cour économique, bas de gamme, avec une main-d'œuvre bon marché, qui fabrique des produits de qualité médiocre qu'ils ne pourraient pas vendre chez eux. Nous sommes ainsi devenus le deuxième plus gros marché d'Israël après les USA. Un des objectifs de l'occupation est économique. Quatre millions de Palestiniens dépendant à 90% du marché israélien, avec un panier annuel total de 5 milliards de dollars US, sans assurance maladie ni normes de qualité, représentent un marché de consommateurs de taille. Ils peuvent nous vendre ce qu'ils veulent, sans aucune restriction.

Israël a toujours considéré la prospérité économique comme une voie vers le progrès politique, estimant qu'elle inciterait les Palestiniens à abandonner leurs aspirations politiques. L'histoire a démontré le contraire. Nablus et Hébron étaient des villes riches, mais qui ont lutté féroce contre l'occupation. Les ouvriers gazaouis gagnaient 100 dollars par jour avant la Première Intifada, mais aucun n'a abandonné ses ambitions politiques contre un écran plasma de 52 pouces, comme le prédisait le 'plan de paix par l'économie' du Premier Ministre Benjamin Netanyahu. Aucune prospérité, quelle que soit son importance, n'équivaut à un drapeau national." ■

Mais une semaine après l'arrivée au pouvoir du Hamas en juin 2007, Israël a annulé notre code des douanes, de sorte que nous ne pouvions plus commercer avec d'autres. En septembre 2007, le gouvernement israélien a déclaré que Gaza était 'une entité hostile', mettant ainsi fin aux relations entre nos banques respectives. Les transactions monétaires entre Israël et Gaza se sont arrêtées, et la crise a démarré. De moins en moins de shekels entraient à Gaza, mais il nous fallait toujours 400 millions de shekels par mois pour payer 70 000 employés et honorer nos engagements envers le secteur privé et les employés de l'UNRWA.

Et, dans le même temps, nous avions une sortie de shekels car les commerçants israéliens exigeaient des Palestiniens qu'ils paient en avance, et non plus à crédit comme par le passé. La confiance s'est volatilisée car les Gazaouis ne pouvaient plus se rendre en Israël et les Israéliens n'étaient pas certains qu'ils récupéreraient leur argent. Lorsqu'un demi-million de Palestiniens a envahi l'Égypte, après l'ouverture forcée de la frontière en janvier 2008, ils ont dépensé 500 millions de dollars sur une dizaine de jours, principalement en shekels. Depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, les revenus provenant des redevances, des assurances, de la santé et de la circulation ont alimenté les caisses du gouvernement Hamas, plutôt que celles de la Banque d'Etat. Le Hamas a utilisé cet argent pour payer ses fonctionnaires civils. Les banques sont aujourd'hui vides.

L'effondrement économique

Au cours de la dernière décennie, plusieurs bouclages successifs ont presque totalement détruit l'économie de Gaza. Entre 1999 et 2003, avant l'actuel blocus israélien, l'économie palestinienne avait décliné de 38% en raison de la fermeture des frontières, justifiée par Israël pour des raisons de 'sécurité'. En 2004, 65% de la population de Gaza vivait en dessous du seuil de pauvreté, défini par l'ONU comme étant de 2 dollars US par jour. En 2009, le même pourcentage de Gazaouis étaient de fait sans emploi.⁹ La Banque mondiale a défini cette situation comme la plus profonde récession économique de l'histoire moderne.¹⁰

Les 4,5 milliards de dollars US d'aide promis par la communauté internationale pour la reconstruction de Gaza n'ont toujours pas été concrétisés sur le terrain. En outre, comme le confirme un rapport de la CIDSE, l'UE tolère les entraves israéliennes illégales, alors même qu'elles constituent un frein puissant à ses efforts humanitaires. Elle a même refusé de demander des réparations pour les 11 millions de dommages de guerre infligés aux infrastructures financées par l'UE.¹¹ Pendant ce temps, Gaza attend toujours que ses infrastructures de base soient réparées.¹²

L' 'économie' actuelle de la bande de Gaza, en l'état, a été réduite à un réseau d'une centaine de tunnels reliant la Bande à l'Égypte via le camp de réfugiés de Rafah. Des quantités énormes de pétrole et de biens passent clandestinement sous terre, dans des circonstances extrêmement dangereuses et à des prix dépassant souvent les moyens de la plupart des gazaouis. S'ils apportent une assistance à court terme, ces tunnels ne sont pas une alternative viable à l'ouverture des frontières.¹³ ◆

Dr Abdel Hadi Abu Khusa



"La force des liens sociaux est la seule chose qui nous reconforte à Gaza. Les gens savent que leurs familles et voisins les épauleront s'il leur arrive quelque chose."

Il vaut mieux ne pas tomber malade à Gaza. La ville manque de médicaments et de ressources, elle est sujette à des coupures de courant et ses hôpitaux ne sont pas sans risques par rapport aux attaques militaires. Abu Khusa dirige l'organisation Palestinian Medical Relief Society (PMRS) dans la ville de Gaza, une ONG qui tente de panser les plaies ouvertes du secteur de la santé à Gaza et en Cisjordanie.

"Le Palestinian Medical Relief Society est une ancienne organisation à Gaza. Nos bureaux étaient situés tout près du Ministère de l'Intérieur, mais les forces de l'armée de l'air israéliennes ont bombardé ce dernier une nuit de février 2008. La bombe était tellement puissante qu'elle a détruit tous les bâtiments voisins, et notre bureau fut totalement réduit en cendres. Nous avons tout perdu: nos portes, nos fenêtres, nos ambulances, nos cliniques mobiles, nos ordinateurs — et nos réserves de médicaments. Le bâtiment n'était plus utilisable. Aucun collaborateur n'a été blessé — le bureau était vide à cette heure, mais un enfant du quartier a été tué. Il n'avait pas un an. Nos partenaires nous ont aidés à tout recommencer. Sans leur aide, nous n'aurions plus pu faire quoi que ce soit à Gaza. Nous dépendons d'eux.

PMRS a été fondé en 1979, alors que nous étions encore directement sous occupation israélienne. J'ai quitté la Société de la banque du sang de Gaza pour venir ici. En fait, j'ai commencé ma carrière en tant qu'inspecteur au département commercial de Gaza durant l'occupation, mais j'étais également un militant au parti communiste. J'ai perdu mon emploi quand j'ai été incarcéré pour des raisons de sécurité en 1977. Les Israéliens ne m'ont pas offert de chambre cinq étoiles. Ils m'ont enfermé dans une petite cellule froide dans laquelle ils jouaient un 'bruit blanc' (un son électronique discordant aléatoire de fréquence uniforme) jusqu'à ce que je perde connaissance. L'objectif était de vous faire oublier qui vous

étiez. Puis, ils vous questionnaient. Quand j'ai été libéré, j'ai essayé de retrouver du travail en Israël en tant qu'ouvrier agricole, mais les gens ont découvert après trois jours que j'avais fait de la prison et j'ai été expulsé. Je suis donc entré dans la Société de la banque du sang, puis au PMRS.

Améliorons les services, changeons les attitudes

Seuls deux hôpitaux étaient actifs à Gaza, et comme ils ne couvraient que les zones densément peuplées, la majorité des gens ne recevaient aucun service médical réel. Notre philosophie était de se concentrer sur les systèmes de prévention; nous donnions donc des cours de premiers secours et nous lancions des campagnes éducatives sur les problèmes tels que la pression sanguine et le diabète. Les habitants de Gaza ont quelques très mauvaises habitudes. Ils mangent très sucré et très gras, comme par exemple le shawarma, qui est un véritable poison. Nous avons donc diffusé des informations sur l'importance d'une hygiène alimentaire et les effets néfastes du tabagisme. Depuis, nous avons fondé quelques cliniques et centres de soins dans les camps de réfugiés et dans les communautés rurales négligées.

Une mère et son enfant, qui ont perdu leur maison pendant la guerre de 2008-2009





Plus de 13% des enfants de la Bande de Gaza de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance

Nous avons également lancé des campagnes visant à changer les attitudes négatives à l'égard des quelques 40 000 Gazaouis qui souffrent d'un handicap lourd. Environ 5 000 personnes ont été blessées lors de la dernière guerre, et la majorité sont aujourd'hui invalides. Israël a utilisé de nouvelles armes et maximisé le nombre des victimes. Parfois, les gens ne souffraient que de blessures mineures infligées par shrapnel, mais mouraient quelques jours plus tard. Ils ont testé sur nous ces nouvelles armes, comme celle au phosphore, pour les revendre à l'étranger plus tard. Tout le monde ignore les conséquences à long terme de ces nouvelles armes.

Nous avons besoin d'un programme psychosocial car nous souffrons d'anxiété. Tout le monde crie. Les gens prennent des antidépresseurs, des anorexigènes, du Valium et d'autres sédatifs et analgésiques. Après la guerre, j'ai rendu visite à une famille. Tout le monde parlait sauf une femme, qui était assise, les bras croisés, et muette. Ses trois fils avaient été tués. Mais, nous avons également fait face à une crise sanitaire générale, avec une pénurie de nombreux médicaments, et des centaines de personnes souffrant d'un handicap lourd, qui ne peuvent pas quitter Gaza pour recevoir le traitement dont elles ont besoin.

Pour les problèmes chroniques d'eau et des eaux usées, il nous faut un programme de dessalement; l'eau est trop salée ou trop polluée, mais le siège nous empêche d'obtenir les matériaux nécessaires pour l'assainir. Nous courrons à une énorme catastrophe si nous continuons ainsi. Gaza a une très petite superficie, et la population augmente de manière spectaculaire.

Restons optimiste

La force des liens sociaux est la seule chose qui nous réconforte à Gaza. Les gens savent que leurs familles et voisins les épauleront s'il leur arrive quelque chose. En temps de crise, les gens s'entraident, quelles que soient les pénuries. Ces dernières sont actuellement nombreuses. Il est aujourd'hui impossible de se trouver de nouveaux vêtements. Vous voyez ces chaussures? Je les ai achetées pour 150 shekels il y a trois jours. Elles ne devraient coûter que 30 ou 40 shekels, mais, en raison des pénuries, les prix ont flambé. Nous n'avons même plus de pierres pour nos cimetières. Nous enterrons les gens avec ce que nous avons.

Malgré tout, je reste optimiste. Nous sommes tous humains, et la plupart des Juifs israéliens sont également des victimes innocentes. Ils sont généralement originaires de pays arabes et sont aujourd'hui nos ennemis car le mouvement sioniste les a conduits ici pour établir un état à nos dépens.* Nous ne les détestons pas; nous haïssons seulement la politique de leur gouvernement à notre égard. Un jour, la situation changera. Peut-être pas de mon vivant ou de celui de mes fils, mais un jour. La plupart des Gazaouis souhaitent aujourd'hui montrer au monde entier que nous pouvons avoir un état plein d'humanité et être de bons voisins. J'ai confiance en l'homme. Je crois que nous apprenons de notre passé et de nos erreurs, mais lentement, très lentement." ■

** Cela fait référence aux Juifs mizrahim ayant émigré (par la force) des pays arabes vers Israël dans les années '50-'60, après l'établissement de l'état d'Israël.*

La santé en péril

Le système de santé de Gaza a été gravement affecté par les effets du blocus. Les équipements, tels la radiographie, tombent souvent en panne et ne peuvent être réparés en raison de l'interdiction d'importer des pièces détachées. Pire, de nombreux traitements, tels que la radiothérapie et la chimiothérapie, sont totalement absents dans la Bande de Gaza, et envoyer un patient se faire traiter à l'extérieur est une lutte bureaucratique fastidieuse et incertaine qui n'aboutit généralement pas.¹⁴

À titre d'exemple, 713 patients (soit 17,5%) ont vu leur demande de traitement en Israël refusée entre juin et décembre 2007.¹⁵ Un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé révèle que 32 patients sont morts sur une période de cinq mois alors qu'ils attendaient un traitement médical spécial à l'extérieur de la Bande de Gaza.¹⁶ Les Médecins pour les Droits de l'Homme -Israël et le Centre pour les Droits de l'Homme Al-Mezan ont tous deux observé que ces autorisations étaient rejetées pour les patients ayant refusé de donner des renseignements aux autorités israéliennes.¹⁷

Les restrictions en matière de carburant et d'électricité peuvent provoquer des coupures de courant de 8 à 12 heures par jour dans les hôpitaux. Les pénuries de médicaments et d'équipements restent un problème constant. En effet, ces derniers ne sont autorisés dans Gaza qu'à l'entière discrétion d'Israël.¹⁸ L'anémie touche sévèrement les nouveaux-nés et les femmes enceintes. Malheureusement, de nombreux hôpitaux pouvant traiter cette affection attendent toujours que les dégâts structurels qui leur ont été causés pendant la guerre 2008-2009 soient réparés.¹⁹ ◆

Ahmed Sourani



“La dépendance est un énorme problème ici. On a découvert que produire sa propre nourriture vous donne un goût très particulier du pouvoir.”

Gaza était connue pour ses productions d'agrumes, d'amandes, de blé et de fèves. Gaza est aujourd'hui incapable de répondre aux besoins alimentaires de sa population. Ahmed Sourani est le Directeur des projets de l'Association pour le développement agricole à Gaza. Il a récemment occupé la même fonction au Comité de secours agricole palestinien (PARC), une ONG locale qui soutient les agriculteurs dans une démarche de développement durable et pour récupérer leurs terres.

“Les tanks ont tiré sur les murs. Ils ont tiré sur tout ce qu'ils voyaient tout au long de ce raccourci menant des champs du poste-frontière d'Erez à la ville de Gaza. Plus de 80% des équipements du bureau du PARC au Nord de Gaza ont été détruits lors de la dernière guerre. Je pense que ce sont les soldats qui sont restés ici qui ont infligé le plus de dégâts, car ceux-ci ont été causés par des armes ou à la main. Sur certaines machines, nous avons retrouvé des liquides sales. Il semble qu'avant même de nous envahir, ils avaient planifié d'utiliser le bâtiment du PARC comme quartier général. Ils savaient que c'était un bureau d'ONG, donc sans danger.

Ma famille est de Gaza. Je ne suis pas un réfugié. J'ai été élevé dans une petite maison sans terre, mais nous cultivions des plantes et des herbes dans des petits pots, à l'intérieur, et parfois, nous élevions des poules. Mes parents m'ont appris que l'agriculture est une manière de prouver que nous appartenons à cette terre. C'est une belle leçon.

Aujourd'hui, je pratique l'agriculture urbaine avec mes enfants, dans notre jardin. J'ai deux oliviers, un citronnier, deux dattiers et quelques légumes de saison. Même les familles vivant en immeuble cultivent de la menthe ou des herbes médicinales à leurs fenêtres. Ici, l'agriculture est urbaine ou semi-urbaine, parce que

les ressources foncières ont considérablement diminué depuis 1967. En outre, notre population s'est développée rapidement et notre environnement a été pollué. Près d'un tiers de nos terres est utilisé pour l'agriculture, mais la Bande est une zone urbaine intégrée; les propriétés terriennes moyennes sont donc de 0,5 à 4 dunams par fermier. Un dunam équivaut à 1000 m².

Mon mémoire de maîtrise à l'Institut des Etudes de Développement au Royaume-Uni porte sur le renforcement des liens entre les fermiers gazaouis — dont 95% sont des petits agriculteurs urbains — et les ONG locales et internationales. Pendant un an, j'ai tenté de voyager pour me rendre au Royaume-Uni à travers le consulat anglais et mes contacts à l'université. Mais Erez (le poste-frontière) et la frontière égyptienne étaient fermés. J'ai perdu mon premier semestre en 2007, et j'ai alors rejoint le cursus en deuxième année en 2008. Dès que je revenais à Gaza, j'avais peur de ne pas pouvoir repartir en raison de la fermeture des frontières et du siège de la ville.

'Il y a aussi des gens biens en Israël'

Jeune, je me suis impliqué pendant plus de 10 ans dans des partis de gauche. En décembre 2007, j'ai découvert qu'il y avait aussi des gens biens en Israël après que mon fils de 15 ans, Kamal, a été blessé alors qu'il jouait dans la rue. Il n'était qu'à une dizaine de mètres de la maison lorsque la voiture d'un palestinien recherché a été détruite par des avions israéliens alors qu'elle passait devant chez nous. Kamal souffrait de blessures causées par des éclats d'obus sur tout le corps, des pieds à la tête. Il avait besoin de nombreuses opérations à la poitrine et dans le dos.

J'ai ressenti la contradiction lorsque je l'ai emmené en Israël. Kamal a repris conscience à l'hôpital après quatre jours. Il voyait des Juifs ou des Israéliens pour la première fois. Enfant, il m'a une fois demandé quelle forme avaient les Juifs. 'Sont-ils comme nous ou sont-ils différents?' Les docteurs et infirmières nous ont très bien accueillis.



File d'attente palestinienne pour une aide alimentaire dans la ville de Gaza

Mais l'occupation israélienne est en grande partie responsable de notre situation. Nos fermiers étaient déjà très pauvres, mais depuis la dernière guerre, au moins 15% d'entre eux n'ont plus accès à leurs terres. Ils sont sans emploi et dépendent de l'aide alimentaire internationale. La dépendance est un énorme problème ici, et on a compris que produire sa propre nourriture vous donne un goût très particulier du pouvoir. Cela change votre environnement et vous donne contrôle sur ce dernier. Vous devenez productif, et cela signifie énormément pour tout être humain.

Isolés de l'extérieur

Il y a cinq ans, nous avons lancé une initiative à la demande des fermiers; ils voulaient qu'on achète leurs produits à un prix équitable pour les donner à des familles pauvres, sous forme de paniers d'aliments frais. Ce modèle — 'De Paysans Pauvres à Fa-

milles Pauvres' — a été repris par de nombreuses organisations internationales. Si l'on nous offrait le même accès aux marchés régionaux qu'aux autres pays, nous n'aurions pas besoin d'aide financière. Mais nous vivons dans une situation très instable.

Nous nous préparons pour une nouvelle ère, mais nous ne pouvons pas faire le premier pas. La situation ici n'évolue qu'en fonction de l'extérieur. À Gaza, nous vivons dans une prison géante, dans une atmosphère et une culture fermées. Nous regardons le monde extérieur avec des yeux pleins de peur. Nous avons besoin de voir et d'entendre ce qui se passe à l'extérieur, alors les gens dépensent tout leur argent dans Internet et le satellite. Nous voulons comprendre ce qui se passe à l'extérieur, mais nous ne parvenons pas à le saisir. Nous sommes de simples spectateurs, observateurs lointains." ■

L'agriculture et la zone tampon

Près de 80% de la population de la Bande de Gaza dépend d'une forme d'aide humanitaire.²⁰ Une des raisons de l'insécurité alimentaire est la zone tampon, une zone proche de la frontière de Gaza, que les Israéliens ont créée et justifiée pour des raisons de 'sécurité'. Ainsi, près de 30% des terres les plus fertiles de Gaza sont inaccessibles aux fermiers.²¹

La zone tampon, à l'origine large de 50 mètres, réclamée par Israël après la signature des Accords d'Oslo, a fait l'objet d'un accord avec l'Autorité palestinienne. Cependant, depuis le début de la Seconde Intifada, la zone contrôlée par Israël ne cesse de croître. Passant d'abord à 150 mètres de largeur, elle s'étend aujourd'hui sur 55 kilomètres de long, de Beit Lahia au Nord, à Rafah, dans le Sud de Gaza, et atteint une largeur de 300 à 600 mètres. Les fermiers qui s'aventurent dans cette zone le font au péril de leur vie. 50% de la production animale de Gaza provenait auparavant de cette zone tampon. La moitié de cette production est aujourd'hui perdue. La viande et les produits laitiers doivent donc être désormais importés.²²

La dernière guerre a ravagé davantage le système agricole gazaoui, qui subissait déjà des dégradations antérieurement. Alors que 12 000 dunams de terre ont été détruits pendant l'offensive militaire israélienne, quelques 40 000 autres dunams avaient déjà été dévastés durant les huit années précédentes.²³ Ces deux chiffres représentent près d'un tiers des terres agricoles gazaouies. Non moins de 100 fermiers sont morts durant la guerre et de nombreuses fermes, serres, vergers, puits et systèmes d'irrigation ont été détruits. ◆

Mohammed, Ahmed, Murad, Baha, Rafat, Ali



"Je prie tous les jours, et quand je prie,
je pleure. Quand je raconte mon histoire,
je pleure. Une guerre se joue en moi."
(Mohammed)

Le nom 'Theatre Day Productions' renvoie au rêve qu'un jour, tout enfant palestinien aura une journée de théâtre pendant l'année académique. Depuis son lancement, la compagnie propose des ateliers, des formations et des productions dramatiques pour des milliers d'enfants et de jeunes adultes. Comme le souligne la discussion suivante avec six de ses membres, elle offre un espace créatif entre l'occupation, le blocus et la violence.

Murad: "Tout dans ma vie, m'a toujours semblé petit. Les gens à qui je parlais avaient une vision étriquée de la vie. Ma chambre est minuscule. Mon matelas aussi. Je le partage avec mon frère Mohammed sous une seule couverture. Il est plus gros que moi, alors s'il me pousse, je tombe. Dans la voiture, j'étais toujours celui de trop. J'avais l'impression de ne rien avoir dans ce monde. Je travaillais dans les médias, mais je ne m'y retrouvais pas. Mon rêve ne pouvait se réaliser qu'au théâtre, parce que je peux y faire ce que je veux. Je me sens libre à l'intérieur.

Ahmed: J'ai commencé ici quand j'avais 15 ans. Aujourd'hui, je suis des études d'art dramatique. Je suis né pendant la Première Intifada. Quand elle s'est terminée, la Seconde Intifada a commencé. J'ai ressenti tout ce temps que j'étais au centre de la guerre. Les chansons d'ici sont des chansons de guerre. On a toujours peur de la guerre. J'aimerais qu'il n'y en ait plus. J'adore voyager et je suis sorti deux fois de Gaza. Mais comme les frontières sont désormais fermées, on doit essayer d'être heureux ici.

Ali: J'ai une relation difficile avec mon père et quand je suis venu au théâtre, cela a créé de gros problèmes. Mon père était l'aîné de sa fratrie. Il travaille depuis la mort de son père, depuis qu'il est enfant. Il porte tout dans la famille, et cela l'a épuisé. Mais je ne pense pas comme lui. Un jour, il m'a attaqué avec un marteau

quand je lui ai demandé un shekel. Je me souviens m'être endormi à force d'avoir pleuré cette nuit-là. A la fin de ma journée d'école, je travaillais toujours avec lui. Je portais du sucre et du riz sur mon dos — ou sur celui de l'âne — de l'UNRWA aux entrepôts. Mais je ne pouvais pas continuer à faire cela et mon travail ici. Mon père n'aime pas le théâtre, mais il est venu me voir jouer — j'ai joué l'histoire du marteau, et il s'en est souvenu — et il a eu honte. Cette nuit-là, je lui ai dit pour la première fois que je ne voulais plus travailler avec lui. Je ne voulais pas ressembler à un âne! J'avais honte, parfois, quand je venais répéter avec mes habits de travail. Rafat m'a dit de ne pas m'inquiéter. Ça m'a donné du courage. J'ai l'impression d'avoir un objectif ici. C'est ma seconde famille.

Mohammed: Je vis avec une petite famille dans le camp de Khan Younis. Mon père trouvait le théâtre étrange, mais il est venu me voir jouer, il s'est levé, m'a applaudi et m'a embrassé. Ma mère voulait que je me concentre sur mon travail, jusqu'à ce que nos voisins lui montrent un programme de théâtre avec une photo de moi. Elle a dit: 'Oui, il est acteur! Mon fils est très célèbre!' Depuis, elle est très heureuse que je joue.

Capter la réalité au théâtre

Murad: En 2007, nous avons joué une pièce que nous avons écrite nous-mêmes. Elle s'appelait La Grève générale. Les personnages que nous jouions étaient tous nerveux. La scène était couverte d'ordures et de poubelles. Je jouais un enfant qui, avec ses deux frères, se faisait battre par les autres acteurs. Mon personnage se tournait parfois vers les forts, parfois vers les faibles. À la fin de la pièce, il essaie simplement de se centrer et de vivre. La pièce portait sur le stress au niveau national et comment les petites gens se sentaient perdus lors des combats [en juin 2007].



'Shebab' (jeunes de la rue)

Mohammed: Il n'y a aucune différence entre les factions. Elles sont toutes mauvaises. La pièce se concentrait sur une famille, mais il s'agissait de la situation en général. Le message était: pourquoi ne pas discuter avant de se battre? Je jouais Sami, un homme fort mais très triste, agressif et incapable de dormir. Il veut que les gens le comprennent, mais à Gaza, personne ne va prendre le temps de s'asseoir, encore moins de parler et d'écouter. J'ai également des souffrances en moi que je ne peux expliquer et que je fuis. Je prie tous les jours, et quand je prie, je pleure. Quand je raconte mon histoire, je pleure. Une guerre se joue en moi. Je ne jouais pas dans la pièce. Je racontais la vérité. Enfant, j'ai vu beaucoup de fusillades et en 2006 j'avais peur d'être tué. Nous avions également peur que les gens que nous critiquions dans la pièce ne veuillent nous tuer.

Ahmed: La plupart des gens ont eu trop peur de manifester pendant les premiers incidents entre le Hamas et le Fatah, parce qu'à l'époque, ils tiraient dans les jambes des manifestants. Les gens avaient moins peur des armes israéliennes que d'être tués par leurs frères. Pourtant, une nuit, j'ai fabriqué un étendard disant 'On veut vivre' sur une carte de la Palestine et j'ai barbouillé mon visage de peinture noire. C'était difficile d'ouvrir ma porte, mais je

devais vaincre la peur qui m'habitait. Je suis sorti et j'ai marché. Je ne savais pas ce que je devais faire, et après un temps, la police du Hamas m'a arrêté. Ils m'ont emmené au poste de police, confisqué mon étendard et m'ont interrogé. Mais ils m'ont relâché après quelque temps, et ma peur avait disparu. On se sent mieux après avoir confronté sa peur. J'ai utilisé cette expérience émotionnelle dans la pièce.

Le manque de tout type de protection

Mohammed: La situation a rendu de nombreuses personnes folles. Même en vous parlant, j'ai l'impression de jouer, car j'ai tellement d'images en moi. Les combats entre le Hamas et le Fatah sont en moi, tout comme la guerre (de 2008-2009).

Rafat: Pendant la guerre, on ne pouvait se cacher nulle part. Les frontières étaient fermées. Tout était fermé. On voulait mourir. On voulait se battre. C'était violent. Les F-16 nous assourdisaient, et les gens mouraient partout. On ne pouvait plus dormir. On ne pouvait plus manger. On ne pouvait plus prendre de douche. On ne pouvait même plus faire l'amour dans son lit! On voulait protéger tout le monde, mais c'était impossible.

Ali: Juste avant la première attaque d'Israël, on nous a dit de prendre une autre rue pour rentrer chez nous car un poste de police se trouvait sur notre chemin. On n'était qu'à une centaine de mètres de cet endroit, à quelques secondes, quand on a entendu l'explosion. On a vu des gens recouverts de sang. Des gens agonisant. Des gens morts, des chaussures, des boîtes, des enfants mourant. Certains voulaient aider et rassemblaient des membres de corps éparpillés. L'un de nos amis a été touché avec sa sœur durant ces bombardements. Il a perdu ses deux jambes et un bras. On a essayé de le convaincre de revenir au théâtre, parce qu'on voulait l'aider à guérir, mais il est seul. On ne peut pas l'aider, et il ne peut pas s'aider lui-même. Il nous manque. C'était un super acteur." ■

Grandir à Gaza

Près de la moitié de la population de Gaza a moins de 15 ans. Ils – et tous les jeunes de moins de 30 ans – ont grandi avec la Seconde Intifada en toile de fond. B'tselem, le centre israélien de défense des droits de l'homme, affirme qu'entre le début de la Seconde Intifada et la guerre de 2008-2009, 952 mineurs Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israéliennes.²⁴ Outre la violence commise par l'armée israélienne, de jeunes à Gaza ont été exposés à des combats lourds entre le Fatah et le Hamas en juin 2007, développant des traumatismes psychologiques à long terme.

Qui plus est, ces jeunes Gazaouis ne sont pas autorisés à travailler ou à étudier à l'étranger. Murés dans une prison de facto et sans aucune perspective d'avenir, 58,6% des jeunes entre 15 et 24 ans sont officiellement sans emploi.²⁵ Selon certains rapports, la moitié des enfants – quelques 350 000 – développeront des troubles de stress post-traumatique suite à la situation dans laquelle ils ont grandi.²⁶ Les chances d'une réconciliation future sont aussi compromises par le blocus: à l'inverse des générations précédentes, peu d'adolescents de Gaza parlent aujourd'hui l'hébreu. Ils sont encore moins à avoir visité Israël et rares sont ceux qui ont rencontré des Juifs israéliens dans des espaces non conflictuels. ◆

Site internet de Theatre Day Productions:
www.theatreday.org

L'occupation

La Bande de Gaza est une bande de terre côtière de 41 kilomètres de long et de 12 kilomètres de large, à la frontière sud-ouest entre Israël et l'Égypte. La ville de Gaza ('le fort') existait déjà il y a 3500 ans et a été convoitée depuis toujours en raison de sa position stratégique de carrefour méditerranéen. Aujourd'hui, avec ses quelques 1,5 millions de résidents palestiniens, la Bande de Gaza est l'une des zones les plus densément peuplées au monde.²⁷

En 1948-1949, quand Israël s'est établi sur 78% de la Palestine historique, plus de 726 000 Palestiniens ont fui ou ont été expulsés. Nombre d'entre eux se sont installés dans l'actuelle Bande de Gaza, zone administrée par l'Égypte. En juin 1967, l'armée israélienne envahit la Bande lors de la Guerre des Six jours et fit installer 8 000 colons dans 21 colonies. Sous la protection de l'armée israélienne, ils contrôlaient 25% du territoire, 40% de ses terres arables et une grande partie de ses eaux.²⁸

La présence des colons augmenta le sentiment d'oppression ressenti par les Palestiniens. En décembre 1987, la Première Intifada – la 'guerre des pierres' – commença à Gaza après le meurtre de quatre civils à Jabalia. Elle s'étendit à l'ensemble des territoires occupés, sous la forme de campagne de grèves et de désobéissance civile, devenant progressivement plus violente, à cause de la sévère répression israélienne. Sur une période de près de six ans, 1163 Palestiniens et 160 Israéliens furent tués.²⁹

Suite aux Accords d'Oslo de 1993-1995, la violence diminua en intensité, et l'Autorité palestinienne fut créée. En juillet 1994, le leader palestinien Yasser Arafat retourna à Gaza après plusieurs années d'exil. Mais l'occupation de la Palestine ne prit pas fin, et le processus de paix fut rapidement dans une impasse. ◆

La plage de Gaza un jour de vacances



L'aéroport international de Gaza – détruit systématiquement par l'armée israélienne durant la Seconde Intifada

La Seconde Intifada, le 'désengagement' et la lutte pour le pouvoir

En septembre 2000, la Seconde Intifada éclata, et Gaza devint un lieu de confrontation entre les groupes armés palestiniens et l'armée israélienne. Les incursions israéliennes et les 'meurtres ciblés' devinrent presque quotidiens. Les attaques palestiniennes sur les colonies augmentèrent également, et des milliers de roquettes artisanales furent tirées de manière indiscriminée sur les villes israéliennes.

Après la mort de Yasser Arafat, Israël décida unilatéralement de 'se désengager' de Gaza. Au cours de l'été 2005, les colonies furent démantelées, et les colons et soldats se retirèrent. Mais l'occupation ne prit toutefois pas fin. Israël maintint son contrôle sur les frontières, l'espace aérien, les ressources en eau et en électricité, la devise, le registre de la population et le système fiscal de Gaza.

En janvier 2006, le Hamas remporta les élections palestiniennes contre le Fatah. Israël, l'Union européenne et les Etats-Unis imposèrent rapidement des sanctions à l'Autorité palestinienne. Après l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit par des militants gazaouis, les troupes israéliennes retournèrent temporairement à Gaza lors d'une opération qui coûta plus de 400 vies.³⁰ Des affrontements intrapalestiniens créèrent également le chaos jusqu'à la victoire finale du Hamas sur le Fatah lors d'un combat fratricide en juin 2007. Depuis lors, la Bande de Gaza et la Cisjordanie sont toujours administrées par des partis palestiniens adverses. ◆

Le blocus et la guerre

Suite à la prise de pouvoir du Hamas en 2007, Israël déclara la Bande de Gaza 'une entité hostile' et instaura un blocus, sans précédent, sans limite dans le temps. Une interdiction d'exportation et d'importation totale à l'exception des biens humanitaires les plus basiques provoqua rapidement l'effondrement de l'économie. Les restrictions perturbèrent la vie normale, mais ne disloquèrent pas le Hamas ni ne libérèrent Gilad Shalit. En réaction à la fois au blocus, et aux attaques de ses dirigeants, le Hamas tira un nombre croissant de roquettes sur les villes israéliennes. Un cessez-le-feu négocié en juin 2008 apporta un soulagement temporaire aux civils des deux parties, mais ne s'avéra pas durable. Le 27 décembre 2008, Israël lança l'opération 'Plomb durci', une offensive militaire à grande échelle qui dura 23 jours et suscita une souffrance sans précédent. 1 400 Palestiniens et 13 Israéliens furent tués lors de cette opération.³¹ ♦

Les moteurs des voitures et des bateaux sont alimentés à l'huile de cuisson en raison d'une pénurie de carburant



Une bannière présentant Ahmad Yassin, co-fondateur et leader spirituel du Hamas

Le Hamas

Le mouvement de résistance islamique, le Hamas ('zèle' en arabe) fut créé en décembre 1987. Son expansion est indissociable de la radicalisation de la société palestinienne en réaction à l'occupation et fait partie de l'ascension de l'Islam politique au Moyen-Orient. Le Hamas gagna en popularité dans les Territoires occupés en développant un réseau d'organisations à but social, qui portent assistance aux Palestiniens les plus pauvres. En 1994, le Hamas déclencha la première d'une série d'attentats suicides sur des civils israéliens en représailles au massacre de Palestiniens à Hébron. Opposé aux Accords d'Oslo, le mouvement grossit de manière exponentielle, suivant les échecs du processus de paix.

Entre 2000 et 2004, l'aile militaire du Hamas assassina des centaines de civils israéliens. Toutefois, un cessez-le-feu unilatéral fut déclaré peu avant le 'retrait' israélien de Gaza, et le Hamas mit la priorité sur la consolidation de son pouvoir politique. Le Hamas décida à cette époque de se présenter aux élections du Conseil législatif palestinien, en identifiant ses politiques et ses candidats. Le programme du Hamas se fonda sur la lutte contre la corruption, l'amélioration de la vie quotidienne, le respect des valeurs islamiques et la lutte contre l'occupation israélienne. Plus que tout, sa victoire aux élections de 2006 résulta du mécontentement populaire à l'égard de la corruption du Fatah et au sentiment que l'Autorité palestinienne était impuissante.³² ♦

Eyad el-Sarraj



Presque tout le monde à Gaza souffre du traumatisme de l'occupation, du blocus et de la guerre. Eyad el-Sarraj est plus à même que bien d'autres d'en évaluer les conséquences humaines. Psychiatre et fondateur du Programme de Santé mentale communautaire de Gaza (GCMHC) – qui offre des soins de santé mentale dans la Bande de Gaza – il défend les droits de l'homme depuis quatre décennies.

“Je me souviens de cette journée de 1948 où nous avons quitté Be'ersheva. Mon père était assis à l'arrière d'un camion, et ma mère pleurait. Elle n'avait pas pu emporter sa machine à coudre. Plus tard à Gaza, chaque fois qu'elle cousait, qu'elle raccourcissait nos pantalons ou nous faisait des taies d'oreillers, elle pleurait.

Nous ne vivions pas dans un camp de réfugiés. Mais j'avais des amis vivant dans des camps à l'école. Il y avait de la discrimination – presque du racisme – entre les réfugiés et les non réfugiés. Les réfugiés étaient méprisés. A l'origine, certains d'entre eux étaient des nobles et des propriétaires terriens qui, à cause du déracinement, avaient été destitués. Les grandes familles de Gaza ne permettaient pas à leurs enfants de les épouser. Les grandes familles étaient généralement très conservatrices. Je suis fier d'être une exception. Je ne juge pas les gens selon leur statut de réfugié, leur opinion religieuse ou politique. Mais je fais partie d'une minorité libérale.

J'avais de bons résultats à l'école et je voulais devenir fermier, mais ma mère considérait les fermiers comme des paysans. Je suis donc allé en Égypte étudier la médecine. Je devais tout apprendre par cœur. Je m'ennuyais. Alors, à la fin de mes études, je me suis spécialisé en psychiatrie. Cela a été mon premier contact avec les droits de l'homme: j'ai découvert que les patients étaient traités avec encore moins de respect que les animaux. J'ai donc décidé de consacrer ma vie à faire respecter leurs droits.

Au milieu des années 80, je travaillais dans un hôpital en Cornouailles et vivais dans une belle maison au sommet d'une colline. J'étais marié à une Anglaise, j'avais des enfants. Ma vie était très agréable. Puis, il y a eu le début de la Première Intifada. Je devais retourner chez moi. J'ai traversé le feu et les souffrances, mais je ne regrette rien. La vie à Gaza est positive et belle. Nous voulons partir, mais nulle part ailleurs, nous ne nous sentons chez nous. C'est comme une drogue.

Produits de leur environnement

De nombreux enfants ont été psychologiquement traumatisés lors de la Première Intifada, en voyant leurs pères être passés à tabac. J'ai mené une étude sur 3 000 enfants, et découvert que 46% d'entre eux avaient vu leurs pères se faire battre par des soldats. Dans de telles situations, le père n'est plus le symbole du pouvoir. Quand j'ai demandé aux enfants de jouer aux Arabes et aux Juifs, ils préféraient être juifs – jamais Palestiniens – car c'est l'armée israélienne qui a tabassé, arrêté et humilié leurs pères. Cette violence sur le père a laissé un grand vide; les enfants ont besoin que quelqu'un exerce et représente le pouvoir. Ils ont trouvé des substituts sous la forme de militants armés.

Les enfants sont des produits résilients de leur environnement. Si vous changez l'environnement, vous changez l'enfant. À l'inverse des adultes, ils sont facilement influencés et sont donc les premières victimes – des Israéliens ou de leurs parents. Ils ont besoin d'un environnement chaleureux, d'encouragement, de reconnaissance et de sécurité. Les enfants ici n'ont pas accès à ces choses, alors ils grandissent prématurément. Ils doivent se débrouiller très jeunes, et cette situation se dégrade de génération en génération. Des enfants jetaient des pierres lors de la Première Intifada. Douze ans plus tard, de cette génération, ont émergé des auteurs d'attentats suicides. Qu'arrivera-t-il dans dix ans aux enfants d'aujourd'hui? Cette pensée m'éffraie quand je constate les dégâts de la dernière guerre.

“La vie à Gaza est positive et belle.”



Deux enfants errent dans une zone ravagée du camp de Jabalia

L'expérience traumatisante de la guerre

Lors des combats, le sentiment de peur était extrêmement prégnant, de celle je n'avais jamais connue auparavant. On le voyait dans les yeux des gens, particulièrement dans ceux des enfants, et dans leur attitude dans la rue. À la fin de la guerre, mon épouse m'a dit: 'La prochaine fois que j'entends un avion passer, je meurs'. La panique a été constante pendant près d'un mois.

Une nuit, 26 de nos voisins sont venus chez moi. Ils étaient complètement terrorisés, parce qu'on les avait avertis que leurs maisons allaient être bombardées dans cinq minutes. Des gens venaient chez nous presque toutes les nuits, parce qu'ils avaient l'impression d'y être en sécurité. J'ai reçu quelques coups de téléphone angoissés. Un de mes collaborateurs m'a téléphoné en disant: 'Un homme blessé se trouve devant moi. Il est mourant! Envoie la Croix-Rouge! Je ne peux rien faire!' On entendait des gens crier autour d'eux. Oh mon Dieu, ces histoires. Et puis bien sûr il y a les gens qui appellent parce que leurs enfants souffrent d'incontinence la nuit. Tout le monde avait peur: toutes classes confondues, tous les citoyens. J'étais aussi terrifié.

Les femmes dormaient au rez-de-chaussée de notre maison, et je dormais dans ma chambre. Ali, mon fils, ne dormait pas s'il n'était pas près de moi. J'avais toujours peur pour lui, parce que si une bombe explosait, ce serait d'abord par la fenêtre de ma chambre. Ainsi toutes les nuits, après une demi-heure, je le portais endormi

près de sa maman. Parfois, le calme était soudainement suivi d'une explosion. La maison tremblait alors comme s'il y avait un tremblement de terre. On sentait le sol vibrer ou on entendait des explosions dans le ciel, au dessus de nos têtes. Le bruit était incroyable, et les enfants prenaient peur quand les femmes hurlaient à deux heures du matin.

Un jour, j'ai senti quelque chose brûler dans notre jardin. Je suis sorti voir ce que c'était et j'ai ressenti une sensation de brûlure dans le nez. J'ai appelé quelqu'un, et il a dit: 'Attention, c'est du phosphore. Ne sortez pas et n'ouvrez pas les fenêtres: c'est mortel!' Un de nos enfants est asthmatique et il a besoin d'un ventilateur. À l'époque, on n'avait pas de courant. On gardait un peu d'essence pour le générateur au cas où il en aurait eu besoin. Les asthmatiques le deviennent plus encore lorsqu'ils sont stressés. Avec cette pluie de poussière brûlante, je me suis dit: 'Mon Dieu, il va mourir'. J'avais tellement peur. Ceci est l'expérience que j'ai vécue et j'habite dans l'une des maisons les plus protégées de Gaza. Imaginez ce qu'ont ressenti les autres dont les proches ont été tués et dont les maisons ont été détruites. De nombreuses personnes souffriront pendant très longtemps de troubles de stress post-traumatique.

En pleine lutte, on dispose de toutes nos ressources et mécanismes de défense. Mais dès qu'on commence à se détendre, les symptômes qu'on avait étouffés refont surface. La violence est dirigée contre une cible extérieure légitime, mais quand cette dernière disparaît, toute cette énergie doit être orientée quelque part. La peine différée survient de nombreuses années plus tard. Elle suinte tout au long de la vie. Les gens souffrent de maux de tête chroniques et de légère dépression pendant des années. Certains présentent des symptômes psychosomatiques, qu'ils rattachent à un mal de poitrine ou à un sentiment que leur cœur va s'arrêter. Les gens présentent tellement de souffrances différentes. Les plus chanceux suivent une thérapie ou parviennent à faire une introspection. Mais la majorité n'ont pas cette chance." ■

L'impact psychologique de la guerre

Au cours de la dernière décennie, Gaza a vécu un cauchemar collectif. Les conséquences peuvent se lire dans des taux exceptionnellement élevés de dépression, d'anxiété et de stress liés au conflit et au blocus. Les enfants sont particulièrement affectés par la violence. Des recherches menées par Eyad Sarraj immédiatement après la dernière guerre sur un groupe d'enfants de 6 à 17 ans, sélectionné de manière aléatoire, ont démontré que 61,5% d'entre eux souffraient de trouble de stress post-traumatique de sévère à très sévère, et 30% de trouble de stress post-traumatique modéré. Quasiment aucun enfant du groupe ne se sentait en sécurité chez lui.³³

Ces études ont également révélé l'ampleur de la violence à laquelle les enfants gazaouis ont été exposés: 91,4% ont été témoins de bombardements, 63,9% ont vu des tanks et de l'artillerie lourde tirer sur les maisons de leurs voisins, 32,2% ont assisté à la destruction de leur propre maison et 21,7% ont vu un proche être tué.

L'impact de cette violence et de ce blocus sont en train de générer une situation extrêmement préoccupante qui pourrait avoir des effets permanents sur le développement de nombreux enfants. ◆

Site internet du Gaza Community Mental Health Programme: www.gcmhp.net

Asmaa al-Ghoul



"Quelque chose en moi s'enracina et ne mourut jamais. Je ne suis pas un mouton de Panurge."

Gaza sous le blocus a l'apparence d'une cocotte-minute et l'étouffement claustrophobe encourage souvent les pires formes de patriarcat. Pourtant, dans ces conditions difficiles, les jeunes femmes de Gaza parviennent d'une manière ou d'une autre à se façonner une vie. De ses modestes débuts à Rafah, Asmaa al-Goul s'est sculptée une carrière d'écrivain jalonnée de prix littéraires.

"Les habitants de Gaza me connaissent comme journaliste du journal al-Ayam. Ce n'est pas un journal indépendant, mais il est de meilleure qualité que les journaux du Fatah ou du Hamas. Ils ne censuraient généralement pas mon travail, mais je viens de démissionner à cause des pressions politiques. Ce n'est pas facile d'être un journaliste indépendant ici. Je suis actuellement engagée dans un mouvement de jeunesse laïque, appelé 'Réveille-toi!', qui lutte pour les libertés des citoyens. Je suis divorcée et mon fils vit avec moi, mes parents, mes cinq sœurs et mes trois frères. Je suis heureuse ici. J'ai choisi de vivre à Gaza.

Grandir dans le camp de Rafah

Je viens d'une famille de réfugiés originaires du village de Sarafand, près de Ramleh. Mes huit oncles ont construit une maison dans le camp de Rafah, pierre par pierre, alors qu'ils ne vivaient que dans une seule pièce. La famille se partageait un seul repas quotidien de fèves. Elle partageait également une salle de bain extérieure avec tout le camp! Mes oncles ont terminé la maison en 1980. J'y suis née.

Les Nations Unies avaient attribué des lettres aux différentes zones du camp, pour répartir la nourriture et les couvertures. Notre maison était proche de la frontière, dans le bloc N qui contenait 50 maisons. Mes frères, mes sœurs, ma mère et moi vivions tous dans une seule pièce dans la grande maison de mes oncles, car mon père était généralement à Dubaï où il travaillait en tant qu'ingénieur. Il gagnait bien sa vie, mais je me sentais seule. Ma mère était faible,

et j'avais parfois l'impression que mes oncles étaient aussi mauvais que les soldats. J'ai grandi avec le Hamas et j'ai vu mes oncles commencer à les suivre. Même les femmes de la famille ont changé. J'ai compris tout cela avec mes yeux d'enfants.

Le Hamas fournissait de la nourriture à ses membres. Ils ont rapidement commencé à se battre avec des fusils, plutôt qu'avec des pierres. Mes oncles se rassemblaient dans une pièce pour discuter, puis attaquaient les soldats de manière plus organisée. Cela eut un impact sur notre maison, parce qu'Israël le savait. En 1988, Israël a blessé un de mes oncles après qu'ils aient attaqué sa maison durant le Ramadan. J'ai vu par une petite fenêtre les soldats battre mon père, et j'ai pleuré toutes les larmes de mon corps. Ils nous avaient mis, mes trois sœurs, ma mère et moi, dans une petite salle de bain pour nous cacher des soldats. Nous y sommes restées six heures, à pleurer et à prier. Le jour suivant, un hélicoptère Apache israélien a bombardé notre toit. Il n'était pas en ciment et fut donc détruit et les éclats se sont répandus comme du verre brisé. La peur en moi n'a cessé de croître. Ils ont également attaqué la maison familiale de ma mère après que mes oncles s'y furent réfugiés. Les soldats ont battu et enfermé mes oncles et mon père qui était venu pour une visite.

Je n'étais pas heureuse. Je ne pouvais pas faire partie de tout cela. Je me suis toujours sentie laïque et différente. J'ignore pourquoi. J'aimais chanter 'Allahu Akbar', mais mes oncles me l'interdisaient. Ils m'obligeaient à prier, et si je portais une robe, ils me demandaient de porter un pantalon en dessous. Si je parlais trop vite ou si j'oubliais de les appeler 'oncle', ils me frappaient. Je devenais dépressive.

Mon école pour réfugiés était horrible. J'écrivais mal et je n'étais pas bonne à l'école. Nos profs nous frappaient, mais au moins ils nous donnaient de la nourriture et nous débarrassaient des poux. En hiver, s'il pleuvait, l'eau créait une sorte de boue sale et sableuse sur le sol de l'école. Ma mère nous achetait de petites chaussures en plastique, mais j'en souffrais constamment. J'ai commencé à



Des femmes discutant dans une rue de Jabalia au Nord de Gaza

remettre en question le manque de liberté pour les femmes dans notre famille. Mes oncles nous obligeaient déjà à porter la djel-laba (un vêtement en forme de robe).

Mon père était une sorte de rêve lointain. Il ne venait jamais et quand il était là, je l'appelais 'oncle'. Mes oncles travaillaient alors en Israël et nous ramenaient de belles choses comme du Nido, du lait suisse très cher. Je me souviens avoir rêvé être une bouteille de Nido, parce qu'elle était plus respectée que moi. Ils me répétaient sans cesse qu'Allah m'enverrait en enfer parce que je mentais et je chantais. J'ai écrit mon premier poème à 8 ans, ma première histoire à 9 et ma première fiction à 18. Cette même année, mon premier article était publié dans un journal féministe à Ramallah.

Être soi à Gaza

Je me suis découverte dans les livres. Les gens étaient entre mes mains. Je découvrais que je pouvais créer la vie, comme dans un jeu. Mais j'étais une fille sans foulard; j'allais à l'encontre des opinions. Ici, il faut porter un foulard ou subir la honte. Quand j'ai commencé à aller à la plage pour nager dans la mer, mes oncles ont averti mon père. Il ne m'a pas soutenu, parce qu'il était question de réputation familiale. À cette époque, j'écrivais ma première pièce et j'ai eu peur qu'ils ne me tuent pour cette question d'honneur. Mais la pièce a été jouée et a eu du succès.

Quelque chose en moi s'enracina et ne mourut jamais. Je ne suis pas un mouton de Panurge. Dans un groupe de discussion religieuse à l'école, j'ai demandé à mon professeur comment elle pouvait nous enseigner que ce n'était pas grave d'avoir une deuxième

ou troisième femme. Elle a dit: 'Tu penses être meilleure que la femme de Mohammed? Rentre chez toi!' Elle est plus tard devenu une seconde épouse elle-même.

J'avais de bonnes notes. Je voulais étudier en Allemagne, mais le blocus me l'interdisait. Mon père était devenu professeur d'ingénierie à l'Université islamique, et j'y étudiai finalement le journalisme. Mais ils vous obligeaient à porter l'uniforme et vous interdisaient le maquillage. Ils surveillaient même les livres que je lisais. Imaginez les discussions qu'on avait sur la révolution sexuelle! Je n'ai rien appris dans cette école, et je suis donc allée travailler tôt dans le journalisme. J'étais la première journaliste à avoir son propre bureau à 20 ans à peine. J'ai envoyé des articles culturels à un magazine aux Émirats arabes unis, qui m'a engagé pour interviewer des écrivains et féministes. J'ai beaucoup écrit sur Rachel Corrie, la jeune femme américaine tuée par des Israéliens. Elle est une véritable héroïne.

Lorsque mon éditeur de 38 ans m'a demandé de l'épouser, j'ai dit 'oui', malgré l'opposition de ma famille. Mais c'était un homme jaloux et il me trompait. Cela m'a détruite. J'avais l'impression de n'être rien. Je suis revenue à Gaza et j'ai commencé à porter le hijab: parce que j'avais choisi cet homme que je connaissais à peine, qu'il m'avait trompée, et qu'à présent j'avais un enfant. Nous avons divorcé deux mois plus tard. J'ai laissé mon fils auprès de ma famille et je suis partie réaliser des reportages pour al-Ayam.

Je voulais travailler pour ce journal depuis l'école secondaire. J'ai organisé une fête la première fois qu'ils ont publié mon travail. J'ai travaillé pour eux depuis ce jour, et en 2006 j'ai remporté le prix international du jeune écrivain palestinien pour mes nouvelles. C'était la première fois que quelqu'un de Gaza gagnait. Les gens parlaient à nouveau de moi: 'Asmaa ne changera jamais, elle est folle.' J'ai dit: 'Si le Hamas remporte les élections, j'enlève mon foulard'. Je dois être moi-même. Je veux vivre à Gaza, mais je veux être moi-même à Gaza." ■

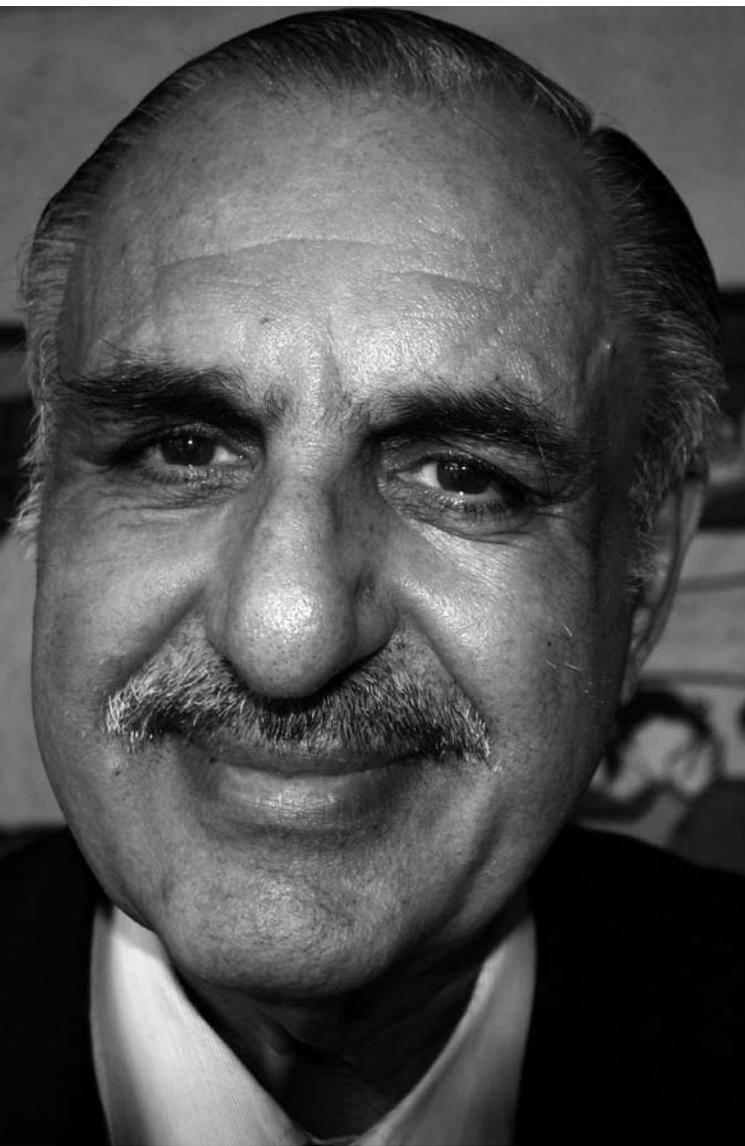
Les femmes à Gaza

Les femmes palestiniennes ont une tradition d'engagement politique très ancrée. Près de 200 femmes ont assisté au Congrès palestinien de 1929, et les traces d'activisme féminin remontent jusqu'en 1894, dans des manifestations contre les premières colonies juives. Lors des élections de décembre 2004, elles formaient 17% des candidats élus. La lutte contre l'occupation a parfois donné du pouvoir aux femmes – en leur permettant, par exemple, de participer aux organisations populaires – mais elle fut également une excuse pour ne plus donner la priorité à la lutte pour l'égalité des sexes.³⁴

Les femmes de la Bande de Gaza étaient en première ligne au début de la Première Intifada. Plus tard, elles ont néanmoins dû faire marche arrière, partiellement par peur de l'armée israélienne, mais également en raison de la pression des groupes islamistes et d'un manque de soutien de nationalistes laïques en faveur de l'égalité des sexes.³⁵ Cela renforça des comportements patriarcaux traditionnels, et conduisit à des luttes défensives et atomisées autour de questions aussi variées que la polygamie, les meurtres d'honneur et les mariages précoces ou forcés.

Aujourd'hui, les femmes palestiniennes font partie des femmes les plus éduquées au Moyen-Orient, mais l'accès à l'emploi reste faible, et elles travaillent souvent de manière informelle dans l'agriculture. En outre, elles souffrent de manière disproportionnée du blocus et de la guerre ainsi que de problèmes de santé et de violence domestique en découlant.³⁶ Trop souvent, les femmes sont retournées à leur rôle de gardienne du foyer. L'avenir politique de la Palestine façonnera sans aucun doute le rôle des femmes dans la société. ◆

Constantine Dabbagh



"La justice est telle un pont. Si nous ne le franchissons pas, nous ne parviendrons jamais de l'autre côté."

Les chrétiens sont bien intégrés dans la mosaïque religieuse de Gaza, et Constantin Dabbagh est un membre important de la communauté grecque orthodoxe de la ville. Le groupe pour lequel il travaille, le Near East Council of Churches' Committee for Refugee Work (NECCRW – Comité des Eglises du Moyen-Orient pour le Travail des Réfugiés), vise à renforcer les capacités des individus, communautés et de la société civile palestiniens.

"Je suis né à Jérusalem mais j'ai vécu à Haïfa jusqu'à mes neuf ans. Je me souviens avoir joué avec des enfants musulmans et juifs. Quand je suis retourné voir nos voisins juifs en 1969 avec mes parents et ma sœur, ces derniers nous ont embrassé et pleuré. Ils nous ont dit: 'Nous vivions ensemble. Ce n'est pas un problème de religion. C'est une question de politique.'

Ma famille est devenue réfugiée en 1948. Nous avons pris la longue route menant à Gaza car nous y avions de la famille. C'était plus facile d'aller là-bas pour un bref séjour. Mon père y a finalement loué un endroit où habiter, et j'ai grandi là-bas. J'ai étudié en Égypte et travaillé comme officier pour la Force d'urgence des Nations Unies. Puis, ils m'ont détaché au Congo dans les années 60. Je suis revenu juste avant la guerre de 1967.

On m'a ensuite proposé un emploi comme assistant du directeur général du NECCRW, et en 1977 je suis devenu moi-même directeur général. Entre-temps, mes parents, mes deux frères et ma sœur avaient émigré en Australie. Je me suis marié. J'ai eu des enfants, des petits-enfants. Je suis aujourd'hui toujours le directeur général de l'organisation NECCRW à Gaza. Mais je prendrai bientôt ma retraite. Notre organisation est au service de quelques 200 000 personnes, chrétiens et musulmans confondus. Elle vise à offrir des formations professionnelles aux jeunes et des soins de santé pour les familles, dans des centres qui offrent des programmes de lutte contre la malnutrition et l'anémie. Ils aident chaque année non moins de 25 000 patients.

Les Chrétiens et les Musulmans cohabitent

Nos racines sont solides ici. Nous faisons partie intégrante de la grande communauté musulmane. Mes voisins et amis sont musulmans. Je n'ai aucune envie de partir. Je veux que mes enfants et leurs enfants grandissent ici. En même temps, je ne veux pas qu'ils s'identifient comme chrétiens et dressent une barrière entre nous et la communauté dans son ensemble. On ne peut vivre ainsi. Avant 1948, cela n'arrivait jamais, même entre musulmans et juifs. À Haïfa, je ne connaissais jamais la religion des enfants avec qui je jouais. Ici, je vis avec des musulmans, et ce sont mes amis. On se rend visite, on assiste à nos mariages respectifs et on présente nos condoléances lors d'occasions douloureuses.

Les chrétiens palestiniens ne sont pas des fanatiques. Ils sont généralement de gauche sur la scène politique. Beaucoup ont été des leaders nationaux, même des groupes politiques principaux, tels que le Front populaire de libération de la Palestine. Historiquement, l'église imprimait des livres et aidait à promouvoir la culture palestinienne. Les musulmans le reconnaissent. On devrait continuer à vivre ainsi. Cela contribue à l'harmonie.

Certains musulmans estiment qu'Israël traite les chrétiens de manière préférentielle. Mais l'autorité israélienne à Jérusalem impose des règles strictes aux musulmans pour pénétrer dans la vieille ville, et dernièrement ces règles s'appliquent également aux chrétiens durant la semaine sainte. À l'inverse, les Juifs peuvent aller jusqu'au Mur des lamentations (un site religieux juif dans la Vieille ville) sans aucune restriction. On est parfois autorisé à se rendre en Cisjordanie à Noël ou à Pâques, mais je vous assure qu'on ne reçoit aucun traitement de faveur. Les chrétiens de Jérusalem Est ne peuvent se rendre dans l'église du Saint-Sépulcre durant la semaine sainte, à moins d'avoir plus de 50 ans. Les musulmans de Jérusalem-Est de moins de 45-50 ans ne peuvent aller prier au dôme du Rocher. Les mesures prises par les occupants nous affectent tous.

Nous sommes tous victimes d'un siège et d'une occupation injustes de la part d'Israël. Personne ne peut se déplacer librement, ni trouver les fournitures dont il a besoin à Gaza. Si vous allez au marché, vous ne trouverez pas ce que vous cherchez, quelle que soit votre richesse. Si votre voiture tombe en panne, vous ne trouverez pas les pièces pour la réparer. Les matériaux provenant d'Égypte traversent les tunnels jusqu'à Gaza, mais leurs prix sont une escroquerie. C'est inacceptable. Nous sommes des êtres humains; nous devrions avoir le droit de voyager, de travailler, d'avoir accès aux soins de santé et à l'éducation. Mais nous n'avons aucun de ces droits.

Lorsque nos jeunes parviennent à sortir, ils ne reviennent jamais. Ainsi, l'un de mes enfants vivant en Angleterre ne revient pas, car il a peur de ne jamais pouvoir repartir.

Mettre un terme à la violence et promouvoir la réconciliation

La communauté chrétienne n'exerce pas suffisamment de pression [pour mettre fin à l'occupation]. Cette négligence suscite de nombreux problèmes, car les fondamentalistes ici pensent que les

gouvernements occidentaux représentent la chrétienté. Ils les appellent les croisés. On déteste ça. Mais si on tait un crime, on en devient complice.

Mes sentiments à l'égard de la dernière visite du Pape sont très mitigés. Selon moi, Israël a profité de cette visite et lui a sans doute imposé ses itinéraires. Son entourage n'a pas fait contrepoids, et son voyage a été interprété comme une victoire politique israélienne. Nous l'avions invité à Gaza, mais il n'est pas venu.

Notre objectif sacré est une atmosphère d'amour, de pardon et de réconciliation. Nous devons l'atteindre avant qu'il ne soit trop tard, car les fondamentalistes s'installent dans la région. Ils ont pris possession de l'Iraq, de l'Afghanistan, et seront peut-être ici demain. Mais ce n'est pas dans l'intérêt d'Israël, de l'Occident, ni des chrétiens en général, nous y compris.

La justice est telle un pont. Si nous ne le franchissons pas, nous ne parviendrons jamais de l'autre côté. Quand Jésus disait de tourner sa joue, il parlait tout autant de pardon que de non violence. La règle d'or est de donner aux autres ce qu'on prend soi-même. C'est la base de l'amour. Nous sommes tous les fils et filles de Dieu. La justice et le respect devraient s'appliquer à nous tous." ■

L'église de St Porphyre dans la ville de Gaza avec le minaret d'une mosquée voisine

La communauté chrétienne à Gaza

Les chrétiens étaient à l'origine une frange urbaine, éduquée et de classe moyenne, de la population palestinienne. Au début du 20ème siècle, 10 à 20% des Palestiniens étaient chrétiens, principalement concentrés dans des villes telles que Nazareth, Bethléem et Jérusalem. L'instauration de l'état d'Israël en 1948 divisa physiquement cette communauté. Tout comme leurs compatriotes musulmans, aujourd'hui, les chrétiens qui vivent dans les territoires palestiniens occupés sont souvent empêchés de prier dans leurs lieux saints en raison des restrictions d'accès imposées par Israël. Ces restrictions, aux côtés de la détérioration de la situation économique, ont poussé nombre d'entre eux à migrer.³⁷

En raison d'un taux de natalité faible et d'une lente émigration constante, la communauté chrétienne à Gaza ne compte aujourd'hui plus que 2 500-3 000 personnes, contre quelques 5000 à son apogée, il y a quelques années. Parmi les premiers convertis à la chrétienté, certains venaient de Gaza, et les vestiges de la chrétienté dans la Bande y remontent au cinquième siècle, lors de la construction de l'Église de St Porphyre. Aujourd'hui, le bâtiment est toujours utilisé par l'Église orthodoxe, qui est la dernière grande communauté chrétienne à Gaza. La Bande de Gaza compte également une petite circonscription catholique – d'environ 200 membres – et une église anglicane composée d'une seule famille.³⁸

La présence de l'église baptiste du Sud, un petit groupe évangéliste, est un phénomène assez nouveau à Gaza. ♦

Sari Bashi



"Israël n'a pas le droit d'empêcher des civils de mener une vie normale – et c'est à l'encontre de nos intérêts."

Faire campagne pour la population de Gaza est une tâche ingrate, mais Gisha, l'organisation de Sari, a signé quelques réussites impressionnantes. Le groupe a, depuis Tel-Aviv, fait pression, défendu et pétitionné avec une perspicacité créative qui a fait chavirer les politiques militaires israéliennes à Gaza et éveillé les consciences sur la vie de blocus dans la Bande.

"Je suis née dans le New Jersey, d'un père israélien né en Iraq et d'une mère américaine. Je suis arrivée en Israël après la fac. J'ai été reporter pour l'Associated Press de 1998 à 2000. Enfant dans une école juive, j'ai étudié la Première Intifada comme un maillon historique de l'anti-sémitisme européen. Ce n'est qu'en arrivant ici que j'ai réalisé la complexité de la situation, chaque partie ayant ses torts. Mon camp violait les droits humains en mon nom, et je devais m'élever contre cela.

Je suis retournée aux USA pour étudier le droit à l'université de Yale, et je suis revenue pour travailler en tant que clerk à la Cour Suprême d'Israël. Ensuite, j'ai co-fondé Gisha avec le professeur Kenneth Mann, le fondateur du système israélien des avocats commis d'office. Nous souhaitons aborder particulièrement le manque de liberté de mouvement des Palestiniens, qui est devenu un trait dominant de l'occupation. Israël n'a pas le droit d'empêcher des civils de mener une vie normale – et il est à l'encontre de nos intérêts d'agir ainsi.

La lutte pour la liberté de mouvement

On préfère appeler ce qui se passe à Gaza 'blocus' plutôt que 'siège', car Gaza est toujours un territoire occupé. Israël contrôle les frontières de Gaza depuis 1967. En juin 2007, lorsque le Hamas a pris le pouvoir, Israël a fermé les frontières qu'il contrôlait déjà. Selon le droit international humanitaire, l'occupant est tenu responsable de la population qu'il contrôle. Plus l'occupation est longue, plus sa responsabilité est importante.

J'ai des collègues, des clients et des partenaires à Gaza. J'aimerais dire que ce sont des amis, mais nous rencontrons rarement. Nous communiquons par téléphone, vidéoconférence ou e-mail. En novembre, j'ai donné une conférence à Washington avec un étudiant de Gaza à qui on a finalement permis d'étudier à l'université. C'était exaltant et surprenant. Il était différent de mes attentes. Il était tellement formel! Nous étions tous deux timides, mais c'était un moment magnifique.

Gisha demande des permis d'entrée et offre une aide juridique aux étudiants, aux familles séparées et à d'autres personnes à Gaza. Nous alertons publiquement les médias, nous éditons des rapports et nous diffusons des produits médiatiques pouvant avoir un impact sur l'opinion publique. Nous avons également adressé une requête à la Cour Suprême d'Israël et lancé des auditions à la Knesset (parlement israélien) pour contester les politiques en matière de punition collective.

Nous visons à obtenir de l'aide de personnes influentes – une lettre d'un recteur d'université au Ministère de la défense est plus efficace que si elle émane de l'un d'entre nous – et nous interpellons les gens sur leurs valeurs. Les hommes d'affaires se soucient peut-être peu des Palestiniens, mais ils se préoccupent de l'économie. Nous leur montrons que le blocus de Gaza nuit à l'économie israélienne et nous donnons des informations aux Israéliens progressistes qui rendent leur argumentation crédible.

Nous avons récemment diffusé un film d'animation de 90 secondes, 'Zone fermée', par Yoni Goodman, le réalisateur de 'Valse avec Bashir'. Nous avons engagé Yoni pour trois raisons: c'est un excellent animateur, probablement le meilleur en Israël; il s'est identifié au message du film, ce qui est essentiel pour une bonne relation de travail; et nous voulions une couverture médiatique en Israël. Si vous dites: 'On fait un film sur des Palestiniens', personne ne veut le voir. Si vous dites: 'On a un chouette nouveau film par l'animateur de 'Valse avec Bashir',



Le film d'animation de Gisha 'Zone fermée' dépeint comment un jeune homme ne peut fuir Gaza pendant la guerre en raison du blocus

Le monde entier veut le voir. Grâce à ce rapport israélien, nous avons déclenché un débat en Israël même sur sa politique de blocus.

Obtenir une couverture médiatique pour un client qui ne peut pas voyager change souvent l'opinion des gens. Quand le gouvernement américain a annulé les bourses Fullbright des étudiants interdits de quitter Gaza, nous avons lancé une campagne qui a amené les politiciens et les principaux journaux à remettre en question ce blocus. En conséquence, plus d'étudiants ont été autorisés à partir. Notre approche est holistique. Chaque outil renforce les autres. Nous avons initié une audition, lors de laquelle le président du comité de l'enseignement de la Knesset a fait des déclarations favorables qui ont été citées dans le New York Times. Lors d'une requête à la cour la semaine suivante, les juges qui avaient entendu la nouvelle étaient touchés. Les étudiants étaient transportés. Ils avaient eu peur de parler aux médias sous peine de risquer leurs bourses. On leur avait dit: 'C'est votre unique chance !'

Créativité et professionnalisme

L'Égypte a fermé Rafah; la seule manière de quitter Gaza est soit au compte-goutte par la frontière égyptienne, soit par Israël. Les Services généraux de sécurité israéliens — le Shin Bet — ont un droit de veto sur toute entrée ou sortie de Gaza par Israël, même pour les personnes qui répondent au critère 'humanitaire'. Il suffit de peu pour interdire les entrées et les sorties, et les informations en matière de sécurité sont uniquement divulguées aux juges — non pas à la personne cherchant à voyager. Ces informations

peuvent porter sur un proche impliqué dans des activités hostiles, une réunion politique à laquelle il aurait assisté ou un ami tué par l'armée. Un pourcentage très élevé de jeunes hommes à Gaza sont soumis à une interdiction de voyager pour des raisons de sécurité. On ne connaît pas le chiffre exact, parce que le Shin Bet refuse de nous le communiquer.

Lutter contre les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés est l'une des tâches les plus ardues et frustrantes qui soient. Parfois, même les meilleures idées n'aboutissent pas, mais on ne peut se permettre que les meilleures idées. La créativité et le professionnalisme sont désespérément recherchés. Lors d'une excellente initiative récemment, B'tselem a donné des caméras à des civils palestiniens. Une jeune fille a ainsi filmé un soldat israélien tirant dans le pied d'un Palestinien menotté. Ce crime est passé sur la télévision israélienne et a convaincu un tribunal israélien d'obliger l'armée à condamner le soldat et son commandant pour crimes graves.

Notre campagne visant à renverser l'interdiction faite aux étudiants de Cisjordanie d'entrer en Israël pour des études a également été fructueuse. Nous sommes parvenus à obtenir une large attention médiatique sur le cas d'une charmante jeune femme de 29 ans qui avait été admise pour un doctorat en chimie à l'Université hébraïque. Son cas a remporté un soutien général. Six des sept universités israéliennes ont demandé au Ministre de la défense de mettre un terme à l'interdiction. Nous essayons de trouver satisfaction dans de petites victoires." ■

Le droit international humanitaire

Le droit international humanitaire (DIH) est un ensemble de règles visant à limiter les effets des conflits armés pour des raisons humanitaires. Le DIH protège les personnes qui ne participent pas ou plus aux combats et restreint les moyens et méthodes de guerre. Il a été codifié dans les Conventions de Genève de 1949 et est également connu comme étant le droit de la guerre.

Le droit international humanitaire exige que les parties d'un conflit fassent la distinction entre les combattants et les objectifs militaires d'une part, et les civils et les biens de caractère civil d'autre part. Toutes les attaques contre des objectifs militaires doivent satisfaire à la condition de proportionnalité. Ainsi, une cible légitime peut uniquement être attaquée si les dommages potentiels sur les civils ou les infrastructures civiles ne sont pas excessifs par rapport à l'avantage militaire anticipé.

Bien avant la guerre de 2008-2009, Israël (en maintenant son blocus) et le Hamas (en tirant des roquettes sur des centres de population israéliens) violaient tous deux systématiquement les principes de base du DIH. L'UNWRA, l'OCHA et le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies ont condamné à diverses reprises le blocus de Gaza comme punition collective de la population civile. Le rapporteur spécial des Nations Unies, Richard Falk, a accusé Israël de 'crime contre l'humanité'.³⁹ ◆

Site internet de Gisha: www.gisha.org

John Ging



"On ne doit jamais sous-estimer le pouvoir d'un peuple. La politique reflète la volonté populaire et la population de Gaza espère une mobilisation internationale."

John Ging est un ancien officier de l'armée irlandaise. Il a supervisé des convois humanitaires au Rwanda, et a dirigé des missions internationales au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Il est aujourd'hui le directeur de la United Nations Relief and Works Agency (UNRWA- Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) à Gaza.

"Les gens sont vivants ici, mais ne vivent pas. Ils ne jouissent d'aucun des droits de l'homme fondamentaux – le droit au voyage, à l'éducation, à un gagne-pain – simplement parce qu'ils sont pris dans ce conflit. La chose la plus difficile quand on travaille à Gaza est la futilité des politiques qui sont menées. Elles ont dévasté la vie d'êtres humains honnêtes et ordinaires, qui n'ont aucune protection de base.

Les habitants de Gaza sont de vraies victimes, mais ils ne sont protégés ni par les Conventions de Genève ni par les chartes des droits de l'homme. Dans notre monde civilisé, nous édictons des normes afin de protéger la vie. Mais les gens ici dépérissent depuis si longtemps, sans ces protections, qu'il en a coûté la vie à de nombreux innocents. De nombreuses personnes ont été tuées ou blessées lors des derniers combats, car ils n'avaient nulle part où se mettre à l'abri. Depuis, la situation ne cesse de se détériorer. Les problèmes d'accès aux matériaux de reconstruction sont toujours actuels. Les gens survivent toujours dans les conditions d'après guerre d'il y a 4 mois.

Des politiques contre-productives

Tant que nous ne reconnaitrons pas, ne comprendrons pas et n'aborderons pas le fait que la communauté internationale a délaissé Gaza, nous continuerons à échouer. La politique du blocus et du siège est au cœur de cet échec. Albert Einstein a défini l'aliénation comme la répétition continue et identique de la même expérience, tout en espérant un résultat différent. Ça n'arrivera ja-

mais. On obtiendra toujours le même résultat – qui, à propos, sera la mort de gens indiscutablement innocents. C'est trop tard pour les enfants et tous les autres innocents déjà morts. On doit se concentrer sur ceux qui sont encore vivants.

En septembre 2007, Israël a déclaré que Gaza était une entité hostile. Ce n'est pas le cas, mais poursuivre dans cette optique créera de fait une entité hostile. Que ferons-nous alors? À moins de changer les dynamiques sur le terrain, le futur semble très morne. Desmond Tutu l'avait dit: 'La situation humanitaire est abominable. L'inaction de la communauté internationale est honteuse'. Mais, elle se poursuit néanmoins. C'est pourquoi l'histoire jugera, selon moi, très sévèrement tous ceux qui ont une responsabilité internationale, et pas uniquement les parties au conflit.

La politique d'appauvrissement conduit à la violence et au désespoir. Elle nourrit les conceptions extrémistes. On essaie de la contrer en nourrissant l'espoir chez les gens, et la plupart des Gazaouis poursuivent leur lutte pour la tolérance et des normes civilisées. L'essence des gens ici est ainsi: ils sont honnêtes et respectueux des lois. Mais les circonstances dans lesquelles ils vivent ont un impact dévastateur sur les jeunes qui sont influençables.

Auparavant, les gens bénéficiaient de la dignité de travailler. Ils doivent aujourd'hui faire face à l'humiliation de faire la queue pour des distributions de nourriture. L'économie étant désormais inexistante, les étudiants n'ont aucune perspective d'emploi. Les violations du droit international à Gaza commencent là où la vie s'éteint, mais le refrain est toujours le même. Si votre réalité est détruite, votre espoir l'est aussi. Mais, contre toute attente, les gens ici n'abandonnent pas. On peut toujours s'en sortir.

La majorité des Palestiniens a de la volonté et est résiliente. Une propagande puissante a terni leur réputation, mais ils s'accrochent au fait qu'ils font partie d'une communauté mondiale. Les aides financières qui ont afflué après le conflit ont démontré l'empathie



Un véhicule de l'ONU, endommagé lors d'une attaque israélienne du quartier général de l'UNRWA dans la ville de Gaza

et la générosité mondiale à l'égard de Gaza. Des milliards de dollars ont été promis, dépassant de loin les attentes et ravivant les espoirs. Mais aucune action n'a malheureusement pu être matérialisée en raison du problème d'accès. On ne peut donc pas lancer le processus de reconstruction.

La préservation de l'humanité et de la justice

Bien entendu, on ne doit jamais sous-estimer le pouvoir d'un peuple. La politique reflète la volonté populaire et la population de Gaza espère une mobilisation internationale. Mais celle-ci dépend des sociétés civiles à l'étranger et de leur capacité à mobiliser leurs représentants politiques.

L'infrastructure physique de Gaza peut se redresser très vite, mais une mentalité doit aussi se reconstruire, particulièrement lorsque tant d'enfants ont été tués. J'ai été impressionné par l'aptitude des gens à rester sain d'esprit dans une situation tellement démentielle. En dépit des événements, on peut s'engager rationnellement et raisonnablement avec des gens dont les vies ont été détruites. Ils font simplement appel à l'état de droit. Le gouvernement du Hamas est responsable de ses actions et de ses inactions. Mais les points de passage sont contrôlés de l'extérieur; la première responsabilité du pouvoir occupant est d'assumer ses responsabilités et de les ouvrir. De façon similaire, les accords internationaux sur la zone de pêche pour les pêcheurs palestiniens ne sont pas respectés. On ne devrait être ni satisfaits, ni inactifs, lorsque surviennent de telles injustices. L'insatisfaction et l'action doivent être de mise lorsque de telles injustices font surface.

La commission Goldstone est essentielle car de nombreux incidents graves ont eu lieu au cours des derniers combats. On nous demande aujourd'hui d'établir l'état de droit ou d'accepter la violence armée. Les extrémistes disent que l'état de droit n'offre aucune justice ni responsabilité. On doit leur prouver tort. Il ne s'agit pas simplement de ce qui s'est passé dans les locaux des Nations Unies, mais de ce qui est arrivé aux innocents à Gaza.

Finalement, notre comportement nous définit. À leur honneur, la majorité des Palestiniens se sont définis selon leurs valeurs et non selon leurs circonstances. Ils sont mis constamment à l'épreuve, et la passe chaque jour avec brio. Leur civilité, leur humanité et leur sens de la communauté sont édifiants. On ne voit personne mendier dans les rues. Ils existent un sens d'aide familiale très fort. On n'assiste à aucune violence publique. Cela témoigne également de l'efficacité des forces de sécurité.

L'obligation d'agir

Il existe une forte colère et frustration, mais également un sens profond de la civilisation, indépendamment des injustices subies. Mais tout cela change. La jeune génération, la plus meurtrie car la plus vulnérable au moment des conflits, prend le relais. Cela devrait nous alarmer. Le respect et la discipline ont été rompus.

Lorsque ma confiance est ébranlée, je me rends dans l'une de nos écoles. Les enfants comprennent très bien la différence entre le bien et le mal. Ils continuent à bien se comporter, en dépit des attitudes négatives tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Bande de Gaza. Il faut qu'ils s'approprient la situation de manière rationnelle: quand le droit international humanitaire est violé à votre encontre, cela ne vous autorise pas à répondre illégalement. Les problèmes sont très réels ici – comme les violences à l'égard des civils en Israël – mais rien ne les justifie à l'exception de la triste réalité d'un peuple piégé qui a droit à être protégé par le droit international. Nous avons l'obligation d'agir." ■

Responsabilité pour les crimes de guerre

Certains des incidents les plus graves lors de l'offensive militaire israélienne de 2008-2009 à Gaza sont liés aux attaques des écoles de l'UNRWA, où les réfugiés s'abritaient. 40 personnes ont été tuées près de l'école de l'UNRWA à Jabalia, quand des tirs de mortiers se sont écrasés dans une rue près de l'école. À Beit Lahiya, deux enfants de 5 et 7 ans sont morts et 13 autres ont été blessés lorsque plusieurs bombes au phosphore blanc ont explosé au-dessus de leur école. L'armée israélienne avait reçu de l'UNRWA la position de l'école et des informations sur les personnes occupant le bâtiment.⁴⁰

À la suite de ces attaques, une enquête limitée des Nations Unies a accusé l'armée israélienne de 'négligence ou insouciance' à l'égard de la vie des personnes réfugiées dans les locaux des Nations Unies.⁴¹ Israël a rejeté le rapport comme étant 'tendancieux et manifestement biaisé'.⁴² Un juge sud-africain respecté, Richard Goldstone, fut par la suite chargé par le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies d'enquêter sur les allégations de crimes de guerre à Gaza de manière plus générale.

Dans un rapport de 575 pages, sorti le 15 septembre 2009, le juge Goldstone conclut qu'il existe des preuves de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises par Israël durant le conflit à Gaza, et qu'Israël a commis des actes s'apparentant à des crimes de guerre, et probablement des crimes contre l'humanité.⁴³ ◆

Site internet de l'UNRWA: www.un.org/unrwa

Gideon Levy



“La déshumanisation est l’outil qui maintient l’occupation.”

Les lecteurs du journal libéral israélien Ha’aretz ont probablement l’habitude de lever les yeux au ciel et de tourner la page lorsqu’ils voient son nom, mais Gideon Levy reste l’un des chroniqueurs israéliens les plus incisifs. Originaire de Tel-Aviv, cet homme de 56 ans est un franc défenseur des droits palestiniens depuis les années ‘80. Alors qu’Israël vire de plus en plus à droite, le nombre de ses lecteurs critiques s’est progressivement réduit.

“Ma famille n’était pas intéressée par la politique. Mes parents étaient des réfugiés d’Europe. J’ai fait mon service militaire à la radio militaire. Mon camp d’entraînement était à Rafah, mais on ne voyait jamais Gaza. J’avais toujours voulu être journaliste ou premier ministre — un leader qui pourrait changer les choses. Mais après quatre années de travail pour Shimon Peres après mon service militaire, j’ai réalisé qu’il était plus pratique de devenir journaliste.

Je me rappelle mon agitation de voyager dans les territoires occupés, quelques semaines après la guerre de 1967 quand j’ai commencé à travailler pour Ha’aretz. On pensait qu’on libérait les terres. Ma famille était laïque, mais le Mur des Lamentations et Hébron m’ont beaucoup ému. Une orgie religieuse nationale s’y déroulait, et il ne m’a pas traversé l’esprit qu’un autre peuple vivait là. J’étais très patriotique et nationaliste à l’époque.

Les médias et le système éducatif m’avaient, comme pour tout le monde, fait un lavage de cerveau en nous faisant croire que les Arabes voulaient nous jeter à la mer et que le monde entier était contre nous. Nous étions David contre Goliath, l’ultime victime. L’Holocauste se poursuivait, et tout devait être vu sous cet angle. A aucun moment, je n’ai eu conscience de la noirceur que cela impliquait. Pour un Israélien typique, le processus se fait en deux étapes: réaliser que les Palestiniens sont des êtres humains — c’est un choc — puis réaliser qu’on commet toutes ces horreurs.

Magnifique Gaza

Je suis allé la première fois à Gaza en 1988. Je devais y écrire une histoire sur les oliviers brûlés. Je n’oublierai jamais ces paysages magnifiques: les plages, les palmiers et le sable. Cela me rappelait l’Égypte que j’ai souvent visité, mais, à cette époque, on pouvait aller de Jaffa à Gaza en taxi en une heure. Au début, les postes de contrôle n’existaient pas. Il y avait une simple structure avec un soldat. Celle-ci s’est développée jusqu’à ce qu’Erez (le seul point d’entrée dans Gaza au départ d’Israël) devienne ce qu’il est aujourd’hui, et que tous les Israéliens — moi y compris — ne puissions plus le traverser.

Gaza était surnommée le ‘nid de vipères’ par les Israéliens. Gaza était dangereuse et menaçante depuis les Fedayeen (‘guérillas’) dans les années 50. On les appelait alors les ‘envahisseurs’ et on les considérait comme des terroristes. On sait aujourd’hui qu’ils étaient de simples fermiers tentant de sauver leurs champs et leurs maisons. Ils ont été massacrés comme s’ils étaient les auteurs d’attentats suicides.

La déshumanisation est l’outil qui maintient l’occupation. La seule façon de former des générations de soldats et de civils à traiter les Palestiniens comme ils le font, est de leur faire croire qu’ils ne sont pas des êtres humains comme nous. Il n’y a alors aucune question de morale en jeu. Le problème est très simple: vous les traitez comme des animaux. C’était un véritable lavage de cerveau qui a débuté en 1948 et qui s’est fortement intensifié après 1967. Les médias étaient l’outil principal. On ne voyait jamais d’images d’intellectuels gazaouis, juste des terroristes.

Les Israéliens connaissent Ramallah comme un lieu plus ‘humain’, car ils y ont été faire des courses pendant des années, ainsi que dans les villages de Cisjordanie. Mais Gaza était différente. Je l’ai toujours préférée. J’adore ses habitants. Ils sont plus chaleureux et plus sincères. Ils ne sont peut-être pas aussi sophistiqués, mais ils sont plus terre à terre et, à leur façon, plus heureux. Ils savent gérer la faim et



Un homme marchant dans une rue de Jabalia à Gaza

la pauvreté. Ce lieu a quelque chose. Il me manque terriblement. Si je pouvais réaliser trois souhaits, l'un serait de retourner à Gaza. Ce lieu est si puissant. Il a toujours ressemblé à un champ de bataille. Les histoires les plus dramatiques, les plus lourdes s'y sont jouées.

Apathie et indifférence

Je me rappelle avoir été le seul journaliste israélien à visiter une maison après qu'une bombe ait tué un activiste du Hamas et 14 civils. Cette journée était inoubliable. J'ai visité Beit Hanoun après qu'Israël a tué 22 membres d'une même famille. J'ai vu des gens assis dans des décombres, dans la rue. Ces images vous collent à jamais à la peau. En tant qu'Israélien, mes émotions sont sans doute beaucoup plus fortes que d'autres journalistes à Gaza. J'ai vu des atrocités bien pires à Sarajevo, mais je ne me sentais ni coupable, ni responsable. C'était plus facile. À Gaza, je ressens de forts ressentiments de honte et de culpabilité vis-à-vis des responsables, parce qu'ils ont agi en mon nom. Les visages que je croisais étaient toujours surpris: 'Êtes-vous réellement juif?'

Ils ne le croyaient pas parce qu'aucun jeune gazaoui n'avait jamais rencontré de Juif non armé qui leur parlait comme à un être humain. J'ai toujours été surpris de leur bonhomie, qu'ils ne manifestent pas plus de haine. À Beit Hanoun, où des enfants ont

perdu des membres et ont été tués dans un horrible bombardement dans les champs de fraises, j'ai rencontré un père qui avait perdu deux de ses enfants. Il m'a simplement demandé de rester pour le déjeuner, afin de pouvoir me raconter son histoire. Si un Palestinien entrainé dans une maison de Juifs après qu'un terroriste ait tué deux enfants, il ne ressortirait probablement pas vivant.

À la fin des années '80 et '90, mes histoires ont suscité un peu d'intérêt en Israël, mais depuis 2000, elles rencontrent une apathie et une indifférence totale. C'est très douloureux. Personne ne veut lire ce qui se passe. En raison du mensonge d'Ehud Barak, affirmant qu'il n'y avait pas de partenaire pour la paix, et à cause des attentats suicides. Ces derniers ont porté le coup de grâce. Israël a descendu le rideau et n'a plus voulu prendre la peine de se soucier. On l'a vu pendant la guerre à Gaza. Aucun débat n'a été mené sur ce qu'Israël y avait fait.

Malheureusement, les choses ne changeront pas à moins qu'une catastrophe ne nous réveille, ou, de préférence, que le monde — et les USA — ne portent des sanctions massives. Tant qu'Israël ne paiera pas personnellement pour ce qu'il fait, rien ne changera. Il doit payer par le sang ou par des sanctions. Aucun changement ne viendra seul. Jamais." ■

'Aucun partenaire pour la paix'?

En 1982, après les massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila durant la première guerre du Liban, plus de 400 000 Israéliens ont participé à la plus importante manifestation du pays. Par contraste, depuis le début de la Seconde Intifada, seuls quelques milliers d'Israéliens ont dénoncé l'occupation. L'une des principales raisons a été la déclaration du Premier Ministre de l'époque Ehud Barak, en octobre 2000, qu'il n'y avait 'aucun partenaire pour la paix'.⁴⁴

Après l'échec des pourparlers de paix à Camp David, Barak laissa entendre que Yasser Arafat avait refusé l'offre d'un état palestinien. La déclaration de Barak a été contestée par le groupe pacifique Gush Shalom, qui a souligné que la proposition israélienne n'était en aucun cas une 'offre généreuse' aux Palestiniens. La proposition d'annexer 69 colonies israéliennes — renfermant 85% des colons de Cisjordanie — à Israël, aurait arraché 10% des terres à la Cisjordanie, et 10% supplémentaires auraient été mis sous contrôle israélien temporaire. Les postes de contrôles et les routes de contournements auraient continué à restreindre toute liberté de mouvement.⁴⁵

Malgré tout cela, la déclaration de Barak fut adoptée par tous les partis israéliens 'de gauche', y compris Peace Now, le groupe pacifique qui avait co-organisé la manifestation de 1982.⁴⁶ Lorsque la vague des attentats suicides a atteint des pics en 2001-2002, la majorité des Israéliens ont conclu qu'une réponse militaire était la seule réponse adéquate. ◆



Accords d'Oslo et processus de paix Le processus de paix d'Oslo se rapporte au processus de paix israélo-palestinien qui fut initié au début des années quatre-vingt dix. La Déclaration de Principes, signée le 13 septembre 1993, fut le premier d'une série d'accords connus collectivement sous le nom d' 'Accords d'Oslo'. Le processus de paix se termina en un échec.

Anti-développement Terme inventé par le chercheur de Harvard Sara Roy pour décrire l'affaiblissement délibéré et systématique d'une économie autochtone par une puissance dominante. L'anti-développement est qualitativement différent du sous-développement, qui permet à l'inverse une certaine forme de réforme économique et de développement, bien que dénaturé

Autorité palestinienne (AP) L'AP fut créée par les Accords d'Oslo en 1994, comme corps administratif intérimaire pour gérer les principaux centres de population palestiniens dans le territoire occupé, à l'exception de Jérusalem-Est. Elle gère les questions civiles et de sécurité dans 17,2% du territoire ('zone A') et les questions civiles dans 23,8% du territoire palestinien occupé ('zone B'). Après la mort de Yasser Arafat en 2004, Mahmoud Abbas lui succéda en tant que Président de l'AP.

Blocus Terme générique décrivant un système israélien d'accès et de restrictions en matière de mobilité, limitant sévèrement la liberté de mouvement – interne et externe – des Palestiniens. Le blocus consiste en un système compliqué de permis, de points de contrôle militaires et de barrages, ainsi qu'en une série d'obstacles physiques, y compris des tranchées, des barrages routiers, des murs et des clôtures.

Colonies Centres de population israéliens établis sur le territoire palestinien occupé après 1967, en violation du droit international. Plus de 470 000 colons vivent actuellement dans les colonies israéliennes.

Commission Goldstone Mission d'enquête des Nations

Unies sur le conflit à Gaza, présidée par le juge Richard Goldstone, qui a été composée par le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies afin d'enquêter sur toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire liées à l'offensive israélienne de 2008-2009, l'Opération Plomb Durci.

Conventions de Genève Les quatre conventions de Genève de 1949, ratifiées par tous les états, sont les principaux traités du droit international humanitaire. La Quatrième Convention de Genève traite de la protection des civils en temps de guerre et comprend de nombreuses règles applicables à l'occupation militaire.

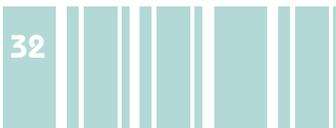
Droit international humanitaire (DIH) Ensemble de lois reprises dans les Conventions de Genève, leurs Protocoles additionnels, autres traités et droit coutumier. Il vise à limiter les effets d'un conflit armé pour des raisons humanitaires. Le DIH – également connu comme le droit de la guerre ou des conflits armés – comprend également des dispositions concernant l'occupation militaire.

Dunum (kilomètre carré) Unité de mesure utilisée au Moyen-Orient pour mesurer la terre. Un Dunum équivaut à 1 000 mètres carrés.

Ehud Barak Ancien Premier Ministre et actuel ministre de la Défense israélien.

Fatah Mouvement politique palestinien fondé notamment par Yasser Arafat en 1959, qui a dominé l'OLP et l'Autorité palestinienne depuis leur création. L'actuel Président palestinien, Mahmoud Abbas, est le chef du Fatah.

Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) Groupe politique et paramilitaire palestinien, laïc et nationaliste de gauche, fondé en 1967 comme partie de l'OLP et placé sur les listes officielles des organisations terroristes des États-Unis et de l'Union européenne. Dans les années 1960 et 1970, le FPLP a or-



ganisé ou participé à plusieurs détournements d'avion.

Gilad Shalit Soldat israélien capturé par des groupes armés palestiniens lors d'un raid transfrontalier lancé de Gaza le 25 juin 2006 et maintenu en détention secrète depuis ce jour. Les Premiers Ministres israéliens Ehud Olmert et Benjamin Netanyahu ont affirmé à plusieurs reprises que le blocus de Gaza se poursuivrait jusqu'à la libération de Gilad Shalit. On pense que Shalit est détenu dans un endroit inconnu, dans la Bande de Gaza.

Hamas Acronyme arabe pour le Mouvement de résistance islamique. Un large mouvement politique et islamique créé en 1987 et qui contrôle actuellement la Bande de Gaza. Plus en page 19.

Hijab Foulard porté par certaines femmes musulmanes.

Intifada En décembre 1987, une insurrection palestinienne collective contre l'occupation israélienne s'élève, connue sous le nom d'Intifada ('soulèvement' en arabe). Elle a duré jusqu'au début du processus de paix d'Oslo en 1993. Une seconde Intifada — également appelée Intifada d'Al-Aqsa— éclata le 28 septembre 2000 après l'échec des pourparlers de paix. À l'inverse de la première, elle était dominée par des groupes armés et caractérisée par des attentats suicides palestiniens et des 'meurtres ciblés' israéliens.

Nakba 'Catastrophe' en arabe. Ce terme fait référence à l'expulsion massive des Palestiniens lors de la guerre suivant l'établissement de l'état d'Israël en 1948. Au total, au moins 726 000 personnes ont du fuir leurs maisons. Des centaines de villages et de villes arabes ont été totalement dépeuplés et/ou détruits.

Occupation Durant la Guerre des Six Jours de 1967, les forces militaires israéliennes ont occupé le mont Golan syrien, ainsi que Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, qui sont connues comme les territoires palestiniens occupés. Une administration militaire israélienne fut créée pour les gouverner. Selon le droit international, l'occupation militaire est une situation temporaire et le pouvoir occupant n'acquiert pas la souveraineté du territoire

occupé.

OCHA Le Bureau de Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies a été créé en 1991 afin de renforcer la réponse de l'ONU aux urgences complexes et catastrophes naturelles. À Gaza, l'OCHA surveille la situation humanitaire et coordonne la mobilisation des aides et des ressources avec d'autres agences de l'ONU et organisations humanitaires. Il coordonne également les problèmes avec les autorités israéliennes, particulièrement en lien avec la traversée des frontières des équipes et des cargaisons humanitaires.

OLP L'Organisation de Libération de la Palestine a été fondée en 1964 dans le but de fonder un état palestinien indépendant sur le territoire au confluent du Jourdain et de la Méditerranée. Depuis 1988, son objectif a été redéfini pour créer un état uniquement en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et Jérusalem-Est. L'OLP, dominée par le Fatah, est reconnue internationalement comme l'unique représentant légitime des Palestiniens et dispose d'un siège à l'ONU en tant qu'observateur.

Permis Les Palestiniens souhaitant entrer ou sortir de la Bande de Gaza via Israël doivent en faire la demande par l'intermédiaire du Palestinian Civil Affairs Committee au responsable de l'autorité israélienne en vue d'obtenir une permission spéciale ou un 'permis'. Depuis le début du blocus israélien, au cours de l'été 2007, seul un nombre important — mais toujours limité — de patients médicaux sont autorisés à quitter Gaza par Israël.

Plomb durci Nom opérationnel de l'offensive militaire israélienne à Gaza (27 déc. 2008 - 18 jan. 2009).

Rachel Corrie Militante américaine, membre du Mouvement de Solidarité International, tuée par un bulldozer de l'armée israélienne le 16 mars 2003 alors qu'elle tentait d'empêcher la démolition d'une maison palestinienne à Rafah. Suite à sa mort, des posters et des graffiti ont vu le jour dans le camp de réfugiés

de Rafah, certains la considérant comme un martyr de la cause palestinienne.

Samir Quntar Samir Quntar est un militant libanais druze. Il a participé à une attaque en Israël en 1979 lors de laquelle deux autres militants et quatre Israéliens — dont deux enfants — ont trouvé la mort. Quntar a reconnu avoir tué l'un des Israéliens — un policier — et a été condamné à perpétuité. Il a été libéré lors d'un échange de prisonniers entre le Hezbollah et Israël en 2006.

Shekel La devise d'Israël. C'est également la devise généralement utilisée à Gaza et en Cisjordanie.

Shimon Peres Ancien Premier Ministre et actuel Président d'Israël.

Sionisme/Mouvement sioniste Généralement compris comme le mouvement national juif créé à la fin du 19ème siècle et cherchant à établir un état juif souverain.

TSPT Le trouble de stress post-traumatique est un trouble anxieux pouvant se manifester à la suite d'un évènement ou épreuve terrifiant, durant laquelle l'intégrité physique a été gravement menacée ou atteinte. Les évènements traumatisants pouvant déclencher un TSPT sont notamment des agressions personnelles violentes, des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, des accidents, ou encore des attaques militaires.

UNRWA L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été fondée en 1949 en vue d'offrir de la nourriture, un abri et une aide aux réfugiés palestiniens. Elle fut à l'origine envisagée comme opération temporaire, mais est toujours le principal dispensateur d'éducation, de santé, d'aide et de services sociaux à Gaza aujourd'hui. L'UNRWA est responsable des camps de réfugiés à Gaza et dirige 221 écoles. Elle offre aujourd'hui de l'aide alimentaire à 80% des Gazaouis. ■

Carte & Chronologie



- **1896/1897** Publication du livre de Theodore Herzl, 'Der Judenstaat' et premier congrès sioniste à Vienne — naissance du sionisme politique.
- **1915/1916** Correspondance entre Hussein et McMahon — Le Haut Commissaire britannique en Égypte promet l'aide de la Grande-Bretagne pour gagner l'indépendance arabe en échange de l'aide arabe contre l'Empire ottoman.
- **1917** La Déclaration de Balfour — le gouvernement britannique aide à l'établissement d'un 'foyer national juif' en Palestine.
- **1922** La Grande-Bretagne reçoit un mandat sur la Palestine de la Ligue des Nations après avoir vaincu l'Empire ottoman durant la Première Guerre mondiale.
- **1936** Début de la Révolte arabe contre l'immigration juive massive en Palestine.
- **1939-1945** Six millions de Juifs sont assassinés par les Nazis durant la Shoah (l'Holocauste) en Europe.
- **1947** La Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU recommande de diviser le mandat sur la Palestine en un état juif et un état arabe distincts.
- **1948** La Guerre d'indépendance israélienne et la 'Nakba' palestinienne suivent la fin du règne britannique. La Bande de Gaza est sous contrôle égyptien.
- **1967** Guerre des Six Jours — Israël occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, le Golan et la péninsule du Sinäi.
- **1987** Début de la Première Intifada dans les territoires palestiniens occupés.
- **1993-1995** Signature des Accords d'Oslo et fondation de l'Autorité palestinienne.
- **2000** Début de la Seconde Intifada et attaques de roquettes palestiniennes sur Israël, depuis Gaza.
- **2005** 'Désengagement' israélien de Gaza — retrait des colons et des troupes israéliennes
- **2006** Victoire du Hamas aux élections parlementaires palestiniennes. La capture du soldat israélien Gilad Shalit incite Israël à lancer une incursion militaire de grande échelle à Gaza.
- **2007** Combat entre le Fatah et le Hamas; le Hamas a la mainmise sur Gaza. Début d'un blocus israélien sans précédent sur la Bande de Gaza.
- **2008** Cessez-le-feu temporaire de six mois entre le Hamas et Israël.
- **2009** Opération 'Plomb Durci' — une offensive militaire israélienne de 23 jours dans la Bande de Gaza, lancée le 27 décembre 2008.

Notes finales

- ¹ Paul McCann, 'The Role of UNRWA and the Palestine Refugees', *Palestine-Israel Journal*, Vol 15 No. 4 & Vol 16 No. 1, 2008-2009. (unispal.un.org/UNISPAL.NSF/90634f6f0dc8cd1b85256d0a00549202/1f80c103c226665685257599004e4c5670penDocument)
- ² PLO Negotiations Affairs Department, 'Palestinian Refugees', July 2009, 11 pp. (www.nad-plo.org/facts/refugees/Palestinian%20Refugees.pdf)
- ³ B'Tselem, 'Statistics on Intifada fatalities'. (www.btselem.org/English/Statistics/Casualties.asp)
- ⁴ Human Rights Watch, 'Israel: Failure to Probe Civilian Casualties Fuels Impunity', 21 June 2005. (www.hrw.org/en/news/2005/06/21/israel-failure-probe-civilian-casualties-fuels-impunity)
- ⁵ Al-Haq, 'Overview of the Internal Human Rights Situation in the Occupied Palestinian Territory', 13 June 2009. (www.alhaq.org/printnews.php?id=456)
- ⁶ PCHR, 'The Israeli Policy of Closure: Legal, Political and Humanitarian Evaluation'. (www.pchrgaza.org/files/S&r/English/study6/Chapter%20Two.html)
- ⁷ United Nations Office at Geneva, 'Regular press briefing by the information service', 22 May 2009. (unispal.un.org/unispal.nsf/5ba47a5c6cef541b802563e000493b8c/c14b06255038fd98852575be0060af8f?OpenDocument)
- ⁸ OCHA, *Locked In: The humanitarian impact of two years of blockade on the Gaza Strip*, August 2009, 30 pp. (www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf)
- ⁹ World Bank, *Twenty-Seven Months: Intifada, Closures and Palestinian Economic Crisis (Executive Summary)*, September 2003, p.5. (siteresources.worldbank.org/WESTBANKGAZAEXTN/Resources/SummaryMay2003..pdf); Steve Schifferes, 'Can Gaza's economy be revived?', *BBC News*, 16 August 2005. (news.bbc.co.uk/2/hi/business/4156944.stm); Stephen Lendman, 'ICRC: Israel Traps Gazans in Deprivation and Despair', 16 July 2009. (www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=14393)
- ¹⁰ World Bank, *Disengagement, the Palestinian Economy and the Settlements*, 23 June 2004, p.1.
- ¹¹ CIDSE, *The EU's aid to the occupied Palestinian territory (II): The deepening crisis in Gaza*, June 2009, p.11-16. ([www.cidse.org/uploadedFiles/Publications/Publication_repository/CIDSE%20policy%20note_The%20EU's%20aid%20to%20the%20Palestinian%20territory\(II\)_the%20deepening%20crisis%20in%20Gaza.pdf](http://www.cidse.org/uploadedFiles/Publications/Publication_repository/CIDSE%20policy%20note_The%20EU's%20aid%20to%20the%20Palestinian%20territory(II)_the%20deepening%20crisis%20in%20Gaza.pdf))
- ¹² UNRWA, *Updated Quick Response Plan for Gaza: An Assessment of Needs Six Months After the War*, August 2009, p.8. (www.un.org/unrwa/donors/docs/Updated_QRP_aug09.pdf)
- ¹³ OCHA, *Locked In: The humanitarian impact of two years of blockade on the Gaza Strip*, August 2009, 30 pp. (www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf)
- ¹⁴ OCHA, 'The Closure of the Gaza Strip: The Economic and Humanitarian Consequences', *Special Focus*, December 2007, p.2. (www.ochaopt.org/documents/Gaza_Special_Focus_December_2007.pdf)
- ¹⁵ Idem.
- ¹⁶ WHO, *Access to Health Services for Palestinian People: Case studies of five patients in critical conditions who died while waiting to exit the Gaza Strip*, April 2008, pp.38-48. (www.emro.who.int/Palestine/reports/monitoring/WHO_special_monitoring/access/access%20to%20health%20services%20%28April%202008%29.pdf)
- ¹⁷ PHR-Israel, *Holding Health to Ransom. GSS Interrogation and Extortion of Palestinian Patients at Erez Crossing*, August 2008. (www.phr.org.il/phr/files/articlefile_1217865604015.pdf); PHR-Israel, 'Update 4.5.2009'. (www.phr.org.il/phr/files/articlefile_1241426865953.pdf); Al Mezan Center for Human Rights, *So Close Yet Unattainable: Lack of Access to Healthcare outside Gaza*, 26 April 2009, p.4. (www.mezan.org/upload/8676.pdf)
- ¹⁸ Hanan F. Abdul Rahim, 'Maternal and child health in the occupied Palestinian territory'. *The Lancet*, Vol 373, 14 March 2009, p.971. ([www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(09\)60108-2/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(09)60108-2/fulltext))
- ¹⁹ WHO, 'Gaza Health Assessment', July 2009. (www.emro.who.int/palestine/reports/monitoring/WHO_special_monitoring/gaza/Gaza%20Health%20Assessment%20%2829Jun09%29.pdf)
- ²⁰ Christian Berger, 'A conflict of the third kind', 19 February 2009. Christian Berger is the European Commission Representative in the West Bank and Gaza Strip. (www.bitterlemons-international.org/inside.php?id=1068)
- ²¹ ICRC, *Gaza: 1.5 million people trapped in despair*, 29 June 2009, p.8. (www.icrc.org/web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/palestine-report-260609)
- ²² Ahmed Sourani, 'The "security buffer zone" in Gaza: a de-facto policy or a temporary state?', 15 June 2009.
- ²³ Idem
- ²⁴ B'Tselem, 'Statistics on Intifada fatalities'. (www.btselem.org/English/Statistics/Casualties.asp)
- ²⁵ Palestinian Central Bureau of Statistics, 'The Labor Force in the Palestinian Territory', 30 April 2009. (www.pCBS.gov.ps/Portals/_pCBS/PressRelease/worker_dayE.pdf)
- ²⁶ Rory McCarthy, 'Children of Gaza: stories of those who died and the trauma for those who survived', *The Guardian*, 23 January 2009. (www.guardian.co.uk/world/2009/jan/23/gaza-children-killed-israel)
- ²⁷ Le Monde, 'Special Dossier on Gaza', 9 January 2009.
- ²⁸ Avi Shlaim, 'How Israel brought Gaza to the brink of humanitarian catastrophe', *The Guardian*, 7 January 2009.
- ²⁹ B'Tselem, 'Statistics on Intifada fatalities'. (www.btselem.org/English/Statistics/Casualties.asp)
- ³⁰ OCHA, 'Situation Report 13 December 2006', p.2. (www.ochaopt.org/documents/OCHA_Gaza_Situation_Report_13_Dec_2006_eng_edited.pdf)
- ³¹ Human Rights in Palestine and Other Occupied Arab Territories: Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict, 15 September 2009, pp.106-109. (www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/specialsession/9/docs/UNFFMGC_Report.pdf)
- ³² For more on Hamas see: Khaled Hroub, *Hamas: A Beginner's Guide*, London (Pluto Press), 2006, 170 p.
- ³³ Eyad el-Sarraj, 'War on Gaza: Trauma, grief, and PTSD in Palestinian children victims of War on Gaza', 2009. (www.gcmhp.net/File_files/ResearchJan2k9.htm)
- ³⁴ Baruch Kimmerling, *The Palestinian People: A History*, Cambridge, 2003, pp.291-292; 309; Kim Bullimore, 'Palestine: Women, the occupation and Hamas', 8 March 2006. (www.greenleft.org.au/2006/659/7252); Human Rights Watch, *A Question of Security. Violence against Palestinian Women and Girls*, 6 November 2006, p.28. (www.hrw.org/sites/default/files/reports/opt1106webwcover_0.pdf)
- ³⁵ Baruch Kimmerling, *The Palestinian People: A History*, Cambridge, 2003, p.309.
- ³⁶ Nadia Moustafa Elrashidi, 'Palestinian Women Under Occupation: Basic Analysis of their Status', 2005. (www.miftah.org/Doc/Reports/2005/PalWomenInTheOccuTer.pdf); Nitham Attaya, 'Agriculture is a Key Pillar in the Palestinian Economy', 3 June 2005. (www.miftah.org/Display.cfm?DocId=7607&CategoryId=21)
- ³⁷ Daphne Tsimhoni, 'Disappearing Christians of the Middle East', *Middle East Quarterly*, Winter 2001, Volume VIII, No 1. (www.meforum.org/15/israel-and-the-territories-disappearance); Bernard Sabella, 'Palestinian Christians: Challenges and Hopes'. (www.al-bushra.org/holyland/sabella.htm); Neal Conan, 'Christian Numbers on Decline in the Middle East' (c4rprme.com/bin/articles.cgi?Cat=christians&Subcat=cmr&ID=300).
- ³⁸ Samar Assad, 'Easter in the Holy Land: Christians in the Occupied Land', 7 April 2007. (www.miftah.org/Display.cfm?DocId=13225&CategoryId=5); Information provided by Constantine Dabbagh.
- ³⁹ UN Special Rapporteur on the situation of human rights on Palestinian territories occupied since 1967, 'Gaza: Silence is not an option', 9 December 2008. (www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/183ED1610B2BCB80C125751A002B06B2?opendocument)
- ⁴⁰ Secretary-General's Summary of the Report of the United Nations Headquarters Board of Inquiry into certain incidents in the Gaza Strip between 27 December 2008 and 19 January 2009. (unispal.un.org/UNISPAL.NSF/b987b5db9bee37bf85256d0a00549525/3800655e522591fd852575cb004ca773?OpenDocument)
- ⁴¹ Idem.
- ⁴² Israeli Ministry of Foreign Affairs, 'Israel's reaction to the UN Board of Inquiry report', 5 May 2009. (www.mfa.gov.il/MFA/About+the+Ministry/MFA+Spokesman/2009/Press+releases/Israel_reaction_UN_inspection_committee+report_5-May-2009.htm)
- ⁴³ Human Rights in Palestine and Other Occupied Arab Territories: Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict, 15 September 2009. (www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/specialsession/9/docs/UNFF-MGC_Report.pdf)
- ⁴⁴ Speech by Israeli prime minister Ehud Barak, 7 October 2000. (mondediplo.com/focus/mideast/speechbarak200010)
- ⁴⁵ Gush Shalom, 'A Flash Presentation of Barak's "Generous Offers"'. (www.gush-shalom.org/media/barak_eng.swf); Uri Avnery, 'Barak's trap', 16 December 2000. (zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/archives_article123)
- ⁴⁶ Yehudit Harel, 'Who's responsible for Labor's and Meretz's demise?', 21 January 2003. (zope.gush-shalom.org/home/en/channels/opinions/yehudit_yehudit)

Les bonnes nouvelles en provenance de Gaza sont rares. Les médias pointent une pauvreté extrême, des conflits violents et une radicalisation croissante. En tant qu'organisations de développement coopérant avec des partenaires locaux sur le terrain, nous avons le privilège de connaître une autre facette de Gaza, pour beaucoup, cachée. En dépit de son isolement progressif du monde extérieur depuis près de deux décennies, Gaza est un lieu étonnamment accueillant et dynamique. La plupart des habitants de Gaza refusent de céder au désespoir et luttent de toutes leurs forces pour préserver leur dignité dans des circonstances de plus en plus difficiles.

Par ce recueil de 10 voix palestiniennes de Gaza – ainsi que de quelques voix israéliennes et internationales – nous voulons présenter la diversité de la société de la Bande de Gaza. En permettant à nos partenaires et aux gens ordinaires de s'exprimer sur leurs expériences, leurs peurs et leurs espoirs, nous espérons modifier la plupart des stéréotypes négatifs et des idées fausses.

Cette publication est réalisée par les membres du groupe de travail de la CIDSE sur le conflit israélo-palestinien: Broederlijk Delen, CAFOD, CCFD, Cordaid, Misereor et Trócaire.



Broederlijk Delen 
omdat het zuiden plannen heeft

MISEREOR
• IHR HILFSWERK

TRÓCAIRE
Working for a Just World

Cordaid 

CAFOD
just one world